



Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé



SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES

Crise économique, choc pétrolier, mondialisation... au tournant des années 1970, la relation franco-britannique prend un nouveau départ.

La France et le Royaume-Uni, anciennes grandes puissances devenues moyennes, doivent affronter les mêmes défis de la concurrence internationale et de la crise énergétique. Pour les deux pays, l'Europe apparaît comme un multiplicateur de puissance. Le Royaume-Uni adhère à la Communauté économique européenne. Valéry Giscard d'Estaing, nouvellement élu en 1974, prend la tête de la relance du vieux continent. Il pose les bases de la future Union européenne, en créant notamment le système monétaire européen, ancêtre de l'euro.

Le bilatéral avec le Royaume-Uni est alors réactivé, au service des deux dynamiques de la période, la mondialisation et l'intégration régionale. Sous l'impulsion du président français, de nouvelles enceintes se mettent alors en place, tels le G7 et le Conseil européen. Un calendrier international s'impose, dans lequel s'inscrivent des négociations qui s'emboîtent selon des jeux d'échelles que Paris et Londres expérimentent ensemble pour peser sur la scène internationale. La relance de l'entente cordiale se heurte cependant à un obstacle de taille : l'Europe.

Le retour sur cette période à la fois proche et lointaine permet de mettre à jour les permanences dans les calculs et arrières pensées britanniques qui mèneront au Brexit en 2016.

Illustrations de couverture :

Haut : James Callaghan reçoit Valéry Giscard d'Estaing à la résidence de Chequers, le 13 décembre 1977 (Photo © Central Press/Hulton Archive/Getty Images)

Bas : Margaret Thatcher & Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet franco-britannique à Londres le 19 novembre 1979, Royaume-Uni (Photo © Jacob SUTTON/Gamma-Rapho via Getty Images)

ISBN de ce document :

979-10-231-3475-9

VALÉRY GISCARD D'ESTAING
& LE ROYAUME-UNI

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemandes (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes & Rainer Hudermann (dir.)

Jacques Foccart: archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais, soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Sortir de la guerre

Michèle Battesti & Jacques Frémeaux (dir.)

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled & Jean-Pierre Deschodt (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Penser le système international (XIX^e-XXI^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussièrre, Isabelle Davion, Olivier Forcade & Stanislas Jeannesson (dir.)

Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le couple franco-britannique
sur la scène internationale
de 1974 à 1981

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0616-9

© Sorbonne Université Presses, 2018

Édition numérique : © Sorbonne Université Presses, 2023

Important : les illustrations sont absentes de la version numérique.

Maquette : Patrick Van Dieren

Mise en pages : FACOMPO ROUEN

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3dzs

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) (0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACP (pays)	pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (signataires de la convention de Lomé)
ADMAE	archives du ministère des Affaires étrangères en France
AIE	Agence internationale de l'énergie (OCDE)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BNOC	British National Oil Corporation
CAP	Centre d'analyse et de prévision
CCEI	Conférence sur la coopération économique internationale
8 CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CECA	Communauté économique du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de défense
CEE	Communauté économique européenne
Coreper	Comité des représentants permanents de la Communauté
CPE	coopération politique européenne
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
DEA	dialogue euro-arabe ou, selon le contexte, Department of Economic Affairs
ECU	unité monétaire européenne
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
Eurodif	European Gaseous Diffusion Uranium Enrichment Consortium
FECOM	Fonds européen de coopération monétaire
FED	Fonds européen de développement
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FMI	Fonds monétaire international
FCO	Foreign and Commonwealth Office
FO	Foreign Office (ministère des Affaires étrangères en Grande-Bretagne)
GEIP	Groupe européen indépendant de programme
G7	groupe des Sept, sommet économique mondial

GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
GFN	Groupe des fournisseurs nucléaires
INFCE	International Nuclear Full Cycle Evolution
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions
MCM	montants compensatoires monétaires
NA	National Archives, Archives nationales de Grande-Bretagne (Kew, Londres)
NPC	Nuclear Power Company
NMC	négociations commerciales multilatérales
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAC	Politique agricole commune
PREM	<i>Prime Minister's Papers</i>
PUS	<i>Permanent Under-Secretary</i> , chef de la diplomatie britannique
RFA	République fédérale d'Allemagne
SALT	Strategic Arms Limitation Talks
SGCI	secrétariat général des Affaires Européennes
SME	Système monétaire européen
Stabex	Système de stabilisation de recettes d'exportation (des ACP et des PTOM)
TNP	Traité de non-prolifération
UCE	Unité de compte européenne
UEM	Union économique et monétaire
UEO	Union de l'Europe occidentale
UKAEA	United Kingdom Atomic Energy Authority
WED	Western European Department
ZEE	zone économique exclusive (zone de 200 milles)

La reine Elisabeth II
& Valéry Giscard d'Estaing,
lors de sa visite à Londres
en 1976

DEUXIÈME PARTIE

**La relation franco-britannique :
fonctionnement & méthodes**

LES ÉTATS-UNIS DANS LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

Le soir de son élection, juste après les remerciements aux électeurs français, Valéry Giscard d'Estaing prend la parole en anglais pour les télévisions anglo-saxonnes, ce qui est repris par la télévision française et choque un certain nombre de téléspectateurs. L'arrivée au pouvoir d'un président à la réputation beaucoup plus atlantiste que ses prédécesseurs modifie la donne dans la relation entre les trois pays en introduisant un élément de rivalité entre la France et la Grande-Bretagne à l'égard du troisième. En effet, la « relation spéciale » entre les États-Unis et la Grande-Bretagne permettait à cette dernière de prétendre au rôle d'intermédiaire entre Américains et Européens. Le thème gaulliste de l'« indépendance nationale » laissait la voie libre aux Britanniques comme interlocuteurs privilégiés face aux Américains. Cependant, le président français, qui « porte sur les États-Unis un regard moins hostile que de Gaulle et Pompidou¹ », contribue à réduire la portée de la « relation spéciale ». Même si la marge de manœuvre de Valéry Giscard d'Estaing est étroite, la politique étrangère française à l'égard des États-Unis évolue sensiblement, ce que traduit le vocabulaire : le terme de « souveraineté » est préféré à celui d'« indépendance nationale ». Giscard affirme vouloir « proscrire tout aspect passionnel dans [les rapports entre la France et] les États-Unis² ». Cette décrispation des relations franco-américaines entraîne un rapprochement entre les deux pays, qui permet à Henry Kissinger de déclarer dans le journal *Le Monde* que « jamais les relations franco-américaines n'ont été meilleures³ ». L'engagement européen de Valéry Giscard d'Estaing renforce d'ailleurs l'enjeu que représente l'Europe pour les États-Unis et pose la question du porte-parole de la Communauté auprès de ceux-ci.

1 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai. Mémoires (1945-1983)*, Paris, Fayard, coll. « Pour une histoire du xx^e siècle », 1998, p. 410.

2 Valéry Giscard d'Estaing dans la revue *Contrepoint*, 11 juillet 1973, p. 29-30.

3 Kissinger au *Monde*, le 8 mai 1976.

L'une des caractéristiques du couple franco-anglais est de « ne jamais se retrouver en tête à tête mais être toujours vécu dans une situation triangulaire, parfois avec l'URSS mais plus souvent avec l'Allemagne ou avec les États-Unis⁴ ». Dans la perspective française, le fait de participer à un tel schéma impliquant les États-Unis révèle les conceptions mondialistes de Valéry Giscard d'Estaing. La dimension européenne ne suffit pas à sa politique étrangère. Cette ambition se justifie à la fois par le rayonnement mondial que la France doit exercer au titre de son histoire, de son statut et de ses atouts, mais aussi par la complexité croissante d'un espace en voie de mondialisation. Henri Froment-Meurice analyse ainsi le rapprochement avec les États-Unis : « Giscard n'entendait pas pour autant réatlantiser la France mais seulement lui permettre, en prenant des positions plus équilibrées, plus raisonnables, de participer concrètement à la direction des affaires du monde et, comme il me le dit un jour, de peser sur le cours des choses⁵. » Cette conception du monde se traduit par exemple dans la recherche d'une concertation occidentale qui dépasse le cadre européen, et se concrétise avec la mise en place de différents types de sommets. Ainsi, la France et la Grande-Bretagne se retrouvent aux côtés des États-Unis, et d'autres pays selon les cas, pour des conversations plus ou moins informelles, dans un cadre et une ambiance propices au rapprochement. Le fait que ce soit le président français qui initie cette diplomatie au sommet ne plaît pas toujours aux Britanniques, relégués au second plan, malgré leur « relation spéciale » avec les États-Unis. Ainsi, Froment-Meurice, qui participe aux travaux préparatoires de la conférence Nord-Sud, témoigne de l'attitude des Britanniques à cette occasion qui raconte qu'« ils ont été odieux pendant tout ce temps, sans doute parce que la négociation était d'origine française⁶ ». Au contraire, le diplomate vante la qualité de la coopération franco-américaine.

Les Britanniques sont conscients que l'élection de Valéry Giscard d'Estaing va modifier la relation avec les États-Unis : « Giscard est beaucoup plus américanophile que ses prédécesseurs ; il va sûrement mener une politique plus atlantiste selon le concept des deux piliers en favorisant les conversations périodiques entre les Neuf et les États-Unis. Il doit agir prudemment à cause des gaullistes mais c'est un homme indépendant à un degré jamais atteint par

4 Pierre Hassner & John Roper, « Les relations avec les superpuissances », dans Françoise de La Serre, Jacques Leruez & Helen Wallace, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne après 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la fondation nationale des Sciences Politiques/Berg, coll. « Questions internationales », 1990, p. 21-53.

5 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai*, op. cit., p. 410.

6 *Ibid.*, p. 419.

ses prédécesseurs⁷. » Valéry Giscard d'Estaing est un des observateurs les plus attentifs de la vie politique américaine de sa génération ; il a étudié de près la campagne électorale de Kennedy en 1960⁸. Le surnom donné à l'époque à Valéry Giscard d'Estaing de « Kennedy français » n'est pas anodin. La politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing à l'égard des États-Unis est donc suivie de près par la Grande-Bretagne. La visite du président français aux États-Unis en mai 1976 est analysée par le Foreign Office comme une visite de relations publiques : il s'agit de montrer qu'un président jeune et moderne dirige une France prospère, et que les relations franco-américaines doivent continuer à s'améliorer⁹. L'ambassadeur britannique à Paris, Nicholas Henderson, se dit « impressionné » par les informations qu'il tient de l'ambassadeur américain concernant les relations franco-américaines : « Il y a beaucoup de domaines dans l'industrie moderne et la technologie où nous sommes en danger d'être mis hors-jeu alors que la France va de l'avant avec d'autres pays européens ou avec les États-Unis, par exemple la production d'avions et de réacteurs rapides. Nous aurons plus d'ascendant auprès des Allemands et des Américains si nous sommes en affaires avec les Français¹⁰. » Un rapport de l'ambassade britannique souligne également les liens étroits entre Français et Américains dans le secteur industriel :

Les industriels français regardent les États-Unis comme une source de progrès dans la très haute technologie et la recherche. Comme nous, ils veulent pénétrer le marché américain et il se peut qu'ils utilisent les partenaires américains pour cela. Les contacts industriels franco-américains sont bien plus étendus qu'on ne le pense. Les hommes d'affaires et les ingénieurs français traversent l'Atlantique beaucoup plus facilement que la Manche¹¹.

À partir de 1974, avec la démission de Nixon et l'arrivée au pouvoir en France et en Allemagne de dirigeants plus atlantistes, un nouveau schéma à quatre se met en place, plus pertinent qu'une relation triangulaire. La présidence Ford, de 1974 à 1976, constitue un tournant dans les relations transatlantiques¹². Une nouvelle architecture émerge, recherchée par tous les protagonistes mais pour des raisons différentes. Le gouvernement travailliste souhaite mettre au

7 NA/FCO 30/2087, James, 20 mai 1974.

8 Mathias Bernard, *Valéry Giscard d'Estaing. Les ambitions déçues*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 120.

9 NA/FCO 33/2887, note du 16 juin 1976.

10 NA/FCO 33/2873, Henderson à Crosland, 20 avril 1976.

11 NA/PREM 16/1271, « La menace sur l'industrie de l'Europe occidentale, 1973-1977 », mémorandum de Ronald Arculus.

12 Piers Ludlow, « The Real Years of Europe ? U.S.-West European Relations During the Ford Administration », *Journal of Cold War Studies*, vol. 15, n° 3, 2013, p. 136-161.

second plan la relation transatlantique afin de se rapprocher de ses nouveaux partenaires de la Communauté. La relation des États-Unis avec l'Allemagne évolue aussi : si les États-Unis restent le protecteur naturel, la montée en puissance de l'économie allemande modifie le rapport entre les deux pays. C'est dans les années 1970 que l'Allemagne atteint son apogée en matière de poids économique relatif. Sa part dans le commerce mondial avoisine celle des États-Unis, alors que l'économie britannique poursuit son déclin. L'Allemagne est la grande gagnante de ce nouveau schéma à quatre, jouant un rôle de pivot entre les différents acteurs. La conférence de la Guadeloupe en 1979 en constitue le signe fort. Helmut Schmidt a participé activement à cette évolution, en facilitant notamment le rapprochement entre la France et les États-Unis. Les Américains, qui connaissent l'amitié qui lie le président français et le chancelier, n'hésitent pas à prendre conseil auprès de Schmidt. Kissinger comme Ford le consultent pour connaître le meilleur moyen pour communiquer avec Giscard. C'est par exemple Schmidt qui, en tant qu'intermédiaire entre Paris et Washington, mène les travaux préparatoires de la conférence de la Martinique en décembre 1974¹³. Par ailleurs, les personnalités du président et de son ministre des Affaires étrangères participent à l'amélioration de la relation avec les Américains, témoins de l'importance du facteur humain dans les relations internationales. Dès 1974, Valéry Giscard d'Estaing et Jean Sauvagnargues apparaissent comme des négociateurs beaucoup plus agréables que Georges Pompidou et Michel Jobert. Initié à la Martinique, le rapprochement franco-américain se poursuit à Rambouillet en 1975 et culmine à Washington avec la visite du président français en mai 1976. Les discussions bilatérales entre Washington et chacune des trois capitales européennes s'intensifient et s'équilibrent alors. Les Français s'insèrent petit à petit dans ce schéma. Si en août 1974, à l'occasion de la crise de Chypre, le ministre français n'est pas associé à la correspondance entre Kissinger et les ministres allemand et britannique des Affaires étrangères, la situation change en 1975 : le schéma régulier « à quatre », avec des réunions régulières et une correspondance intensive, se développe. L'équilibre entre Paris, Londres et Bonn vis-à-vis de Washington permet d'apaiser les rivalités. Chaque capitale possède une spécificité et un atout dans sa relation avec Washington : les Allemands sont devenus des partenaires de choix pour l'économie ; le Royaume-Uni conserve l'avantage pour les questions de sécurité et la coopération sur le renseignement ; la France possède l'attrait de la nouveauté qui donne à la relation une intensité inédite¹⁴.

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*

La création du G5 dans ce contexte accélère cette évolution. Les quatre se retrouvent dans une enceinte nouvelle pour parler, certes, de questions économiques, mais dont le champ de réflexion n'est pas limité. La souplesse caractérise les réunions qui deviennent le lieu privilégié des rencontres entre les partenaires du dialogue transatlantique, aux dépens de l'OTAN, cantonnée aux questions de sécurité. Les représentants de l'OTAN ne s'y trompent pas, qui s'inquiètent du fait que le G5 aborde des questions commerciales liées à la guerre froide¹⁵. De plus, Valéry Giscard d'Estaing n'assiste pas au sommet OTAN en 1974, alors qu'il s'agit de la commémoration des vingt-cinq ans d'existence ; en 1975, il est présent seulement au dîner qui a lieu en l'honneur du roi des Belges. Il est significatif que le leadership américain ne soit plus incarné dans l'OTAN. Il prend désormais des formes différentes, témoin de la nouvelle architecture des relations internationales qui voit se multiplier les échelles de négociation et se développer des articulations nouvelles entre celles-ci. Le G7 en constitue un élément central, par lui-même mais pas seulement. Autour du G7 se développent des réunions informelles, parfois secrètes, entre les quatre. Cependant, la mise en place de ce schéma à quatre se heurte toujours à des rivalités traditionnelles entre Paris et Londres. La présidence Ford apparaît comme une période privilégiée dans ce domaine. L'élection de Carter est l'occasion d'observer la rivalité franco-britannique à l'égard des États-Unis. La nouvelle administration est courtisée par les Français et les Britanniques. Le Quai souligne que « dès la prise de fonction de Carter, Callaghan et Owen vont à Washington » et s'inquiète des propos du président américain qui évoque alors leurs « relations spéciales et très précieuses »¹⁶. Au sommet économique de Londres en mai 1977, Carter s'est dit attaché aux origines britanniques de sa famille¹⁷. Sauvagnargues souligne que « les Britanniques estiment être mieux à même que quiconque d'exercer une action bénéfique sur les États-Unis et de servir d'intermédiaires entre ces derniers et la CEE¹⁸ ». L'ambassadeur de France à Londres fait d'ailleurs remarquer les convergences entre Carter et Owen, notant qu'« il est intéressant que le ministre des Affaires étrangères, pour son premier livre publié depuis qu'il est entré au gouvernement, *Human Rights*, choisisse de placer les droits de l'homme au centre de sa philosophie politique¹⁹ ». Il en conclut que l'« on peut observer l'influence profonde sur M. Owen de la pensée de Carter et la volonté d'abonder dans le sens du

15 *Ibid.*

16 ADMAE, carton 4439, note sur la politique étrangère britannique, 25 avril 1979.

17 5 AG 3, carton 996, Sauvagnargues, 1^{er} décembre 1977.

18 *Ibid.*

19 ADMAE, carton 4439, Sauvagnargues, 28 septembre 1978.

président américain²⁰ ». Sauvagnargues relève ainsi une communauté de style et de valeurs entre les travaillistes et l'administration démocrate. Il voit un autre signe de cette convergence dans la nomination de Peter Jay, le gendre de Callaghan, au poste d'ambassadeur à Washington. Les Français soulignent également la cordialité entre Callaghan et le nouveau secrétaire d'État américain Cyrus Vance, « dont les qualités professionnelles et humaines et la diplomatie tranquille sont extrêmement appréciées de Callaghan²¹ ». Les Français se disent quant à eux impressionnés par le vice-président Mondale. Valéry Giscard d'Estaing confie à ce dernier que la France est « l'allié le plus sûr des États-Unis²² ». La nomination d'un nouvel ambassadeur à Washington n'est d'ailleurs pas anodine comme le notent les Britanniques, faisant remarquer que « l'excellent ambassadeur français à Washington, François Laboulaye, sera apte à exercer une forte influence²³ ».

L'Europe, quel numéro de téléphone²⁴ ?

172

L'engagement européen de Valéry Giscard d'Estaing, ses initiatives pour relancer l'Europe ainsi que sa diplomatie du sommet justifient la position de leadership que la France revendique en Europe. Les ambitions du Royaume-Uni ne sont pas moindres. Alors que le choix d'Edward Heath de faire entrer le Royaume-Uni dans la CEE a été interprété alors comme un choix historique entraînant le déclin de la « relation spéciale », les travaillistes vont au contraire utiliser leur place dans la CEE pour exercer une influence sur les États-Unis et sauvegarder une relation mise à mal par un contexte intérieur et international difficile. Les Britanniques voient donc l'Europe comme un moyen de maintenir leurs liens privilégiés avec les États-Unis. L'adhésion doit leur permettre notamment de jouer le rôle d'intermédiaires entre les États-Unis et la CEE. Cette stratégie est mise en place et facilitée par la présidence britannique de la CEE en 1977. En effet, on apprend alors que l'ambassadeur britannique à Washington, Sir Peter Ramsbotham, envoie des messages à Londres pour proposer que Washington soit « informé le mieux possible des activités communautaires de haut niveau » et demande à ce que les Américains soient « avertis à l'avance de l'agenda des réunions de la CEE et informés des résultats »²⁵. La note de l'ambassadeur a été dénoncée par les Français comme un geste d'intrusion dans

20 *Ibid.*

21 ADMAE, carton 4450, note du 2 novembre 1978.

22 NA/FCO 33/3141, Henderson à Palliser, compte-rendu de la réunion avec Soutou, 18 février 1977.

23 *Ibid.*

24 Fameuse formule que Kissinger aurait utilisée en 1970 pour critiquer le manque de cohérence de l'Europe sur la scène internationale.

25 NA/FCO 33/3141, Reuter, 21 février 1977.

les affaires européennes. Soutou s'en plaint à Henderson : « Nous avons été un peu surpris par votre comportement quand vous avez assuré la présidence. Les Français pensaient que l'Europe devait rester européenne. Il ne devrait pas y avoir un dixième siège, c'est-à-dire un siège américain²⁶. » Les Britanniques doivent donc manœuvrer habilement : l'image du « cheval de Troie » reste ancrée dans les mentalités françaises. Le Quai d'Orsay critique régulièrement le rôle d'intermédiaires revendiqué par les Britanniques entre Les États-Unis et la CEE. Il pointe également du doigt leur conception de la construction européenne qui selon Londres « ne peut se développer contre les États-Unis ».

Un autre exemple qui illustre le rôle d'intermédiaires que les Britanniques veulent jouer auprès des Américains, afin de conserver leur influence et d'empêcher une domination de l'Europe par la France ou l'Allemagne, est celui de l'élaboration du système monétaire européen. C'est entre novembre 1977 et février 1978 que le chancelier allemand et le président français décident de mener à bien le projet qu'ils avaient écarté jusque-là. En effet, au cours de cette période, le dollar perd 25 % de sa valeur par rapport au mark. On peut donc observer un revirement de la position allemande, qui ne passe pas inaperçu aux États-Unis en raison des informations dont l'administration américaine dispose *via* Londres²⁷. Le rôle de Callaghan pendant la négociation est révélateur de la position particulière de la Grande-Bretagne, partenaire privilégié des États-Unis et partie prenante des négociations aux côtés de la France et de l'Allemagne. L'ambassadeur américain à Londres, Kingman Brewster, souligne cette position stratégique exploitée par Callaghan : « Nous percevons le danger émanant de certains membres de la Communauté, spécialement de la Grande-Bretagne, d'exagérer les réserves américaines afin de maximiser leur position dans la négociation²⁸. » C'est pourquoi les États-Unis veulent un accès privilégié aux travaux préparatoires et se méfient des Britanniques qui cherchent à les instrumentaliser. De nouveau, lors du sommet économique de Bonn, alors que la délégation allemande présente les résultats du Conseil européen de Brême et que les États-Unis s'inquiètent de la mise en place d'un « Bretton Woods européen », l'ambassadeur américain met en garde Londres contre une interprétation fallacieuse des réactions des États-Unis à l'égard du projet européen : « Il semble que certains de nos confrères britanniques attribuent aux États-Unis une opposition exagérée pour accroître leur influence. La position de

26 NA/FCO 33/3141, Henderson à Palliser, compte rendu de la réunion avec Soutou, 18 février 1977.

27 Dimitri Grygowski, « Les États-Unis et la création du SME », dans Katrin Rücker & Laurent Warloutet (dir), *Quelle(s) Europe(s) ? Nouvelles approches en histoire de l'intégration européenne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2008 ; voir aussi de Dimitri Grygowski, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.

28 *Ibid.*

neutralité du gouvernement américain doit leur être rappelée instamment²⁹. » Par ailleurs, Callaghan a exigé à Brême que la négociation soit acceptée par Carter. Enfin, la mission américaine auprès des Communautés souligne que les intérêts des États-Unis seraient mieux garantis par une participation britannique³⁰. Menacée d'être mise à l'écart par le couple franco-allemand dans cette affaire, la Grande-Bretagne tente donc d'utiliser sa « relation spéciale » avec les États-Unis pour exercer une influence plus forte sur les négociations.

Les Britanniques jouent également de leur position de meilleur allié des Américains pour intervenir en faveur des Allemands lorsque les relations entre le président américain et le chancelier allemand sont au plus mal. Callaghan et Carter ont pris l'habitude de se parler régulièrement au téléphone et Callaghan se fait alors le médiateur entre Carter et Schmidt³¹. C'est le cas lors de la préparation du sommet économique de Bonn. Le Premier ministre britannique témoigne de ses efforts pour que les choses se passent bien entre Schmidt et Carter, assurant qu'il a « fait tout ce qu'[il a] pu au téléphone et au cours de conversations privées pour interpréter auprès de l'un les idées de l'autre et lorsqu'[il] est arrivé à Bonn, [et qu'il a] ai été rassuré de trouver Schmidt dans de bonnes dispositions³² ».

Ce rôle de médiateurs permet aux Britanniques de revendiquer une autre forme d'organisation des relations internationales, « un autre triangle » dont les Français seraient exclus créé par la « la sympathie atlantique »³³ qui relierait la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Allemagne. Les Britanniques savent que les Américains veulent promouvoir un partenariat avec l'Europe. Il s'agit donc de contrecarrer les projets du président français qui s'appuie sur le resserrement des liens transatlantiques pour se poser comme le leader d'une Europe forte, parlant d'égal à égal avec les États-Unis. Les Britanniques doivent empêcher cela : « Valéry Giscard d'Estaing peut penser que la France a un rôle à jouer pour que la force de la relation avec les États-Unis nous fasse exclure du processus de décision européen. Nous devons rester dans la course avec à la fois les Français et les Allemands³⁴. » L'adhésion à la CEE apparaît comme un levier de puissance efficace pour conserver une influence sur les États-Unis. Les Français ne s'y trompent pas, accusant régulièrement les Britanniques d'être plus tournés vers les États-Unis que vers l'Europe. Une note de l'Élysée résume ainsi la vision française de la stratégie britannique : « La Grande-Bretagne voit l'Europe

29 *Ibid.*

30 *Ibid.*

31 Alan P. Dobson, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century. Of Friendship, Conflict and the Rise and Decline of Superpowers*, London, Routledge, 1995, p. 146.

32 James Callaghan, *Time and Chance*, London, Politico's, 2006, p. 493.

33 NA/FCO 30/2087, Tomkins, 29 mai 1974.

34 *Ibid.*

seulement comme un deuxième pilier de l'Alliance et non en tant que centre de volonté autonome pouvant apporter sa propre contribution au règlement des problèmes mondiaux³⁵. »

DES INTÉRÊTS COMMUNS QUI RENFORCENT LA POSITION AMÉRICAINE

L'énergie

La relation triangulaire entre la France, le Royaume-Uni et les États-Unis est justifiée par une communauté d'intérêts qui crée une interdépendance et apporte au schéma de fonctionnement entre les trois pays une dynamique et une logique propres. Suite au choc pétrolier de 1973, une Conférence mondiale sur l'énergie est organisée en février 1974 à Washington, à l'initiative du ministre français des Affaires étrangères Michel Jobert. À cette occasion, un « groupe de coordination des Douze³⁶ » est créé sous l'impulsion des États-Unis et auquel la France refuse de participer, dénonçant une politique énergétique atlantiste. La délégation américaine soumet au groupe des Douze un « plan intégré », qui prévoit notamment une répartition du pétrole en cas de crise. L'Élysée y voit un « levier politique puissant dans les mains des États-Unis, inconcevable sans une grande convergence des politiques étrangères³⁷ » et cherche le moyen de se « soustraire à l'emprise américaine sur la politique énergétique communautaire³⁸ ». Dans cette période de fortes tensions entre la France et les États-Unis, le départ du Quai d'Orsay de Michel Jobert avait acquis aux yeux des Américains une valeur symbolique et avait été interprété comme le signe d'une attitude plus bienveillante à l'égard des États-Unis. Celle-ci se traduit par une réorientation progressive de la politique française en matière d'énergie. Le groupe de coordination des Douze devient l'Agence internationale de l'énergie³⁹, intégrée à l'OCDE, le 18 novembre 1974. La France continue à dénoncer l'influence prédominante des États-Unis, affirmant que « seul ce pays dispose d'un pouvoir de persuasion suffisant pour obtenir du Royaume-Uni et, le cas échéant, d'autres pays de l'OCDE, qu'ils exploitent de façon non malthusienne leurs gisements de pétrole⁴⁰ ». Cependant, il s'agit bien d'une étape vers l'apaisement. L'intégration de l'agence dans l'OCDE permet à la France de ne pas perdre la face et satisfait également la Grande-Bretagne qui se méfie du leadership américain sur l'énergie. La solidarité franco-britannique apparaît ici,

35 5 AG 3, carton 996, note de Leclercq, 22 mai 1979.

36 Le groupe de coordination réunit les membres de la CEE (sauf la France), les États-Unis, le Japon, le Canada, la Norvège.

37 5 AG 3, carton 1946, d'Ornano, 13 septembre 1974.

38 5 AG 3, carton 1941, d'Ornano, 23 septembre 1974.

39 L'AIE créée à Paris à l'OCDE comprend seize membres, dont huit membres de la CEE.

40 5 AG 3, carton 1941, note pour le président de François Polge de Combret, 11 décembre 1974.

même si les motivations divergent. Les Britanniques se méfient du plan intégré américain et veulent rester maîtres de leurs ressources. Les Français en sont conscients et cherchent le moyen de se solidariser avec les Britanniques contre les Américains, en insistant sur leur communauté d'intérêts. Ils multiplient donc les initiatives dans le cadre de la CEE et font adopter un programme d'action communautaire. Les Britanniques, qui cherchent à se présenter comme de « bons Européens » dans le contexte délicat de la renégociation, sont dans une position inconfortable. Les Français sont quant à eux en position de demandeurs par rapport au pétrole de la mer du Nord et doivent manœuvrer habilement, ainsi Polge de Combret affirme-t-il que ce n'est pas « en jouant les francs-tireurs » qu'ils obtiendront des Anglais qu'ils développent rapidement les ressources de la mer du Nord⁴¹. Le recours à l'OCDE pour gérer la question de l'énergie semble donc une solution bienvenue pour la France comme pour la Grande-Bretagne. Le Premier ministre Harold Wilson confie au chancelier allemand son intérêt pour cette solution en ce que l'organisation regroupe « tous les États qui comptent en la matière ». L'énergie est selon lui « une question mondiale » et rend « le cadre communautaire trop étroit »⁴². La France, de son côté, peut se satisfaire d'une évolution qui lui permet de conserver l'ambiguïté de sa position, dans l'OCDE, mais en dehors de l'Agence, et qui correspond aux attentes de ses partenaires essentiels : « Plusieurs de nos partenaires de la CEE, notamment les Anglais et les Allemands, réticents devant certains aspects du programme intégré américain, attendent une initiative française pour que, sans que quiconque perde la face, un compromis satisfaisant soit élaboré⁴³. » Le rapprochement avec les États-Unis se concrétise à la Martinique. Les entretiens qui s'y déroulent entre le président français et le président américain Ford, le 16 décembre 1974, représentent un nouveau départ pour les relations franco-américaines, depuis la crise qu'avait suscitée la déclaration de Kissinger en 1973 sur « l'année de l'Europe ». La France l'avait interprétée comme une volonté de cantonner l'Europe dans un rôle purement régional et économique. La proposition française d'ouvrir un dialogue entre pays importateurs et pays exportateurs de pétrole est acceptée. Ford appuie d'autre part le projet de construction européenne⁴⁴. Les échanges entre Sauvagnargues et Kissinger sont empreints d'une cordialité qui tranche avec l'animosité qui caractérisait les relations entre Jobert et Kissinger. Cette question de l'énergie, qui entraîne à sa suite l'élaboration du dialogue Nord-Sud, traduit les ambitions mondiales de la France et la volonté de Valéry Giscard d'Estaing de réorganiser les relations

41 5 AG 3, carton 1946, Polge de Combret, 1^{er} juillet 1974.

42 5 AG 3, carton 1946, télégramme n° 2046-49 de Beaumarchais, 21 juin 1974.

43 5 AG 3, carton 1946, Polge de Combret, 1^{er} juillet 1974.

44 5 AG 3, carton 1941, compte-rendu des entretiens, 16 décembre 1974.

internationales. Le leadership américain est donc atteint et les Britanniques, désireux de ne pas se marginaliser dans la CEE, sont bien obligés d'adhérer aux initiatives européennes du président français. C'est pourquoi Wilson a fini par accepter, « sous la pression de la France et de l'Allemagne », que la CEE soit représentée par une délégation unique à la conférence prévue pour dialoguer avec les dix-neuf pays membres du tiers-monde, lui qui « y faisait obstacle »⁴⁵. Les travaux préparatoires de la conférence sont marqués par la coopération franco-américaine. Henri Froment-Meurice, qui arrive à la direction des affaires économiques et financières en mai 1975, est tout de suite mis à l'épreuve. Il témoigne du rôle important que joue alors son homologue américain Charles Robinson, « esprit nouveau, partenaire, allié, ami »⁴⁶.

La défense

La réunion du conseil de l'OTAN à Ottawa en juin 1974 permet une réorientation de la politique de défense de la France : « Sauvagnargues accepta et fit accepter d'écrire que notre force de dissuasion contribuait à la sécurité du monde occidental, innovation signifiant que nous la considérons aussi comme un élément d'ensemble, en échange de quoi nos alliés la légitimaient enfin⁴⁷. » La déclaration d'Ottawa constitue un tournant essentiel car jusque-là les Américains jugeaient la force de frappe française non seulement inutile mais dangereuse⁴⁸. La France et le Royaume-Uni sont réunis dans un texte qui reconnaît que leurs forces nucléaires « participent ensemble à la défense du monde libre et renforcent la dissuasion globale⁴⁹ ». Leur statut de puissances nucléaires prend alors une dimension nouvelle en insistant sur la solidarité occidentale. De même, en 1976, la France lève la contradiction maintenue depuis 1966 entre dissuasion nucléaire française et participation à l'Alliance en affirmant que la sécurité de la France est liée à celle de ses voisins et que la défense de la France n'est pas limitée à la sanctuarisation du territoire national. La nouvelle doctrine de la « sanctuarisation élargie » permet un rapprochement discret avec l'OTAN. D'ailleurs, les deux pays ont en commun l'assistance militaire américaine dans le domaine des armes nucléaires. Les accords de Nassau entre Kennedy et Macmillan, en 1962, sont à l'origine de deux voies divergentes entre la France et le Royaume-Uni dans leurs relations nucléaires

45 5 AG 3, carton 1941, article du *Monde*, 4 décembre 1975.

46 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai*, op. cit., p. 416. Charles Robinson est secrétaire d'État adjoint pour les affaires économiques au Département d'État.

47 *Ibid.*, p. 410.

48 Maurice Vaïsse, *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1950*, Paris, Fayard, 2009, chap. III.

49 Déclaration sur les relations atlantiques, signée à Bruxelles le 26 juin 1974, par les membres de l'Alliance atlantique.

avec les États-Unis. La proposition faite à la France de s'associer au projet d'une force nucléaire multilatérale est rejetée par le général de Gaulle, car elle placerait la défense française sous la bannière de l'OTAN⁵⁰. Cependant, à l'initiative de Kissinger, à la suite de la rencontre de Reykjavik entre Nixon et Pompidou en mai 1973, un échange franco-américain dans le nucléaire militaire se met en place, selon la méthode de la *negative guidance* qui consiste à indiquer aux Français les voies à ne pas suivre. Valéry Giscard d'Estaing et Ford continuent dans cette voie. Le président français souligne le caractère particulier de cette coopération, dont il apprend le fonctionnement à son arrivée au pouvoir :

Kissinger veut me voir le 5 juillet 1974. Il aborde le sujet de sa visite : « Je voulais vous parler de nos relations spéciales dans le domaine nucléaire. Vous êtes certainement au courant. Je voulais savoir si vous désiriez que nous les poursuivions. » Je commence à comprendre. Il s'agit de la coopération technique dans le domaine des armes nucléaires dont j'avais aperçu des indices. Je réalise bribe par bribe qu'il existe depuis plusieurs années une coopération entre nous, pour faciliter la recherche française dans le domaine nucléaire militaire. C'est une coopération à sens unique, où nous cherchons à nous assurer auprès des Américains, évidemment en avance sur nous, que nos recherches progressent dans une direction qui peut aboutir au succès. Cette coopération reste strictement secrète parce que sa révélation serait périlleuse des deux côtés⁵¹.

178

On peut constater un profond accord entre la France et la Grande-Bretagne sur la maîtrise des armements nucléaires et les négociations stratégiques des deux Grands⁵². Malgré leurs doctrines différentes, on relève la même conception de la sécurité en Europe après 1945, qui passe par l'engagement américain. C'est ainsi qu'un premier triangle, entre les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, a pu être identifié pour expliquer l'organisation du nouvel ordre européen après la guerre, avant que l'Allemagne ne retrouve son rôle et remette en question ce fonctionnement⁵³. La peur du désengagement américain est partagée tout au long des années 1970, même si cela se traduit différemment en France et en Grande-Bretagne. Les négociations américano-soviétiques SALT sont l'occasion d'observer la convergence de vues entre les Français et les Britanniques qui se méfient beaucoup de la prise en compte éventuelle de leurs armes nucléaires

50 Maurice Vaïsse, *La Puissance ou l'influence ?*, op. cit.

51 Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, t. III, *Choisir*, Paris, Le Livre de poche, 2007, p. 507.

52 Françoise de La Serre, Jacques Leruez & Helen Wallace, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945*, op. cit., p. 58-87.

53 Helga Haftendorn, Georges-Henri Soutou, Stephen F. Szabo & Samuel Wells, *The Strategic Triangle. France, Germany and the United States in the Shaping of the New Europe*, Washington, The Johns Hopkins UP, 2006.

et partagent les mêmes interrogations sur les implications des SALT sur la défense de l'Europe, tant sur le plan des armements conventionnels, que sur le plan nucléaire avec notamment la nécessité de garanties nucléaires franco-britanniques à l'ensemble de l'Europe. La menace que les moyens nucléaires soviétiques font peser sur l'Europe n'est pas nouvelle mais l'apparition du Backfire et de missiles IRBM modernes lui donne une nouvelle dimension. D'où la tentation d'imaginer, soit un accord SALT s'étendant aux moyens nucléaires stratégiques et intermédiaires situés en Europe, soit une négociation spéciale dite eurostratégique. Les Français soulignent le danger d'une telle négociation :

Au cas où l'URSS, malgré son énorme avance, se prêterait à une telle entreprise, elle ne le ferait que dans l'hypothèse où les forces stratégiques françaises et britanniques se trouveraient impliquées. Jusqu'à présent nous nous sommes défendus en dénonçant le caractère fallacieux et dangereux (découplage) du concept eurostratégique. Mais cela ne suffira sans doute pas à décourager les nouvelles tentatives visant à nous entraîner (voir le précédent MBFR) dans des calculs d'équilibre régional. La méthode la plus efficace pour éviter ces inconvénients est de continuer à réaffirmer de la manière la plus nette aussi bien aux Américains qu'aux Soviétiques que les puissances nucléaires tierces ne soient pas impliquées par les conséquences des SALT. Il paraît opportun d'éviter de donner l'impression que les deux puissances nucléaires européennes sont disposées soit à s'associer à des négociations de type eurostratégique, soit à donner mandat aux Américains d'exposer leurs positions. À ce titre toute constitution de groupe de consultation multilatéral formel ou informel sur les SALT risque d'être défavorablement interprété⁵⁴.

Les deux puissances européennes s'inquiètent également des contraintes provisoires émises dans les accords SALT 2 sur les missiles de croisière. Les Français sont vigilants et rappellent la solidarité franco-britannique : « Les contraintes sur cette arme ne s'imposent pas juridiquement mais il existe une situation de fait pour les pays membres de l'OTAN. Nous devons nous prémunir contre cette situation : Britanniques et Français doivent marquer aux Américains qu'en ce qui concerne les missiles de croisière ils souhaitent conserver toutes les options⁵⁵. » Les réflexions que provoquent les négociations stratégiques entraînent la prise de conscience chez les Britanniques de la priorité à donner à la défense européenne alors que le parapluie américain devient moins efficace et la « relation spéciale » de moins en moins justifiée. La création du Groupe européen indépendant de programme (GEIP) en 1976

54 5 AG 3, carton 996, service des pactes, note du 8 décembre 1977.

55 *Ibid.*

traduit cette prise de conscience, ce dont les Français se félicitent⁵⁶. Il s'agit en effet de permettre à l'Europe de développer des programmes en coopération et de renforcer son potentiel en matière d'armements et sa compétitivité dans les échanges avec les États-Unis. L'idée d'une « coopération nucléaire franco-britannique », qui avait d'ailleurs été agitée par Heath et Pompidou, pourrait revenir dans l'actualité à cause de « la nécessité où sont les Britanniques de songer à la modernisation de leur force de dissuasion »⁵⁷. Cependant, le 15 juillet 1980, le Royaume-Uni signe un accord capital avec les États-Unis, renouvelant les accords de Nassau de 1962 et confirmant la volonté américaine de poursuivre la coopération avec le Royaume-Uni. Les États-Unis s'engagent à lui livrer des missiles Trident pour remplacer les Polaris. La question de la défense illustre donc le dilemme de la diplomatie britannique, déchirée entre sa « relation spéciale » et son appartenance à la CEE, et le rôle de pivot joué par la France. La fourniture des Trident elle-même résume l'ambivalence de la situation : la Grande-Bretagne accepte l'aide américaine pour moderniser son arme nucléaire, se plaçant ainsi dans la continuité des accords qui ont été à l'origine du veto de de Gaulle à l'adhésion britannique à la CEE en 1963. Cependant, elle conserve ainsi sa crédibilité en tant que force de dissuasion en Europe, au même titre que la France, renforçant la sécurité de l'Europe, au moment où le leadership américain est en crise.

LA FRANCE ET L'EUROPE FACE À LA « RELATION SPÉCIALE »

L'aéronautique, instrument de la politique étrangère

L'Europe, et la France en particulier grâce à sa position de leadership sur le continent, permettent à la Grande-Bretagne de se désengager des États-Unis dans des secteurs clés. L'aéronautique par exemple constitue un symbole de la souveraineté nationale que Paris et Londres défendent vigoureusement parce qu'il s'agit d'un des attributs de la puissance. L'aéronautique illustre le dilemme de la Grande-Bretagne, résolu finalement par le choix de l'Europe. L'ambassadeur Henderson le résume bien qui affirme que les Britanniques ne savent pas se décider pour savoir s'ils veulent être « partenaires adjoints de l'industrie américaine ou partenaires à égalité dans l'industrie européenne⁵⁸ ». Il souligne encore l'importance stratégique de ce choix : « Je sais que si l'option

56 « Après avoir longtemps cherché à ce que la France rallie l'Eurogroupe, la Grande-Bretagne a finalement accepté la création du GEIP. » (5 AG 3, carton 996, délégation générale pour l'armement, note du 29 novembre 1977.)

57 5 AG 3, carton 996, note de Gabriel Robin, 31 mai 1979.

58 Nicholas Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador, 1969-1982*, London, Phoenix Press, 2000, p. 154.

américaine est choisie, cela aura un impact bien au-delà de l'aviation civile, tout à fait comme le chemin de fer au siècle dernier. Le danger si vous allez avec Boeing c'est que vous en êtes réduits au rôle de fabricant de composants, tandis que l'option européenne nous permettra de rester une entreprise indépendante⁵⁹. » La France veut relancer l'engagement britannique vers l'Europe. Il s'agit d'un objectif crucial pour le président français qui essaie de convaincre le Premier ministre britannique en lui assurant qu'il « attache une grande importance au maintien et au développement en Europe d'une puissante industrie aéronautique et spatiale⁶⁰ ». Les Britanniques sont très méfiants et estiment qu'ils doivent « résister à la pression française et allemande pour [s'] impliquer dans Airbus », certains que leurs intérêts « seraient sûrement mieux servis par une collaboration avec les Américains plutôt qu'avec les Européens »⁶¹. Le 23 novembre 1977, l'ambassadeur britannique qui se rend à Seattle sur l'invitation du président de Boeing, M. Wilson, se dit impressionné par l'accueil que lui a réservé l'équipe de Boeing⁶². L'importance de l'enjeu est à la mesure des divisions en Grande-Bretagne, entre promoteurs de l'option américaine ou européenne. Lord Beswick, président de British Aerospace, pense que le projet européen est le seul viable à long terme et souligne que Boeing a comme tactique de retarder l'accord sur un projet européen puisque le renforcement de l'industrie aéronautique européenne va contre les intérêts américains. Cependant, les ambitions britanniques sont grandes, ce qui rend les négociations ardues. Lord Beswick prévient le Premier ministre qu'« il faut faire comprendre à Valéry Giscard d'Estaing que si un accord est obtenu sur le projet européen, les Français devront accepter que le Royaume-Uni, avec l'industrie aéronautique la plus puissante, ait la part la plus importante du projet⁶³ ». L'ambassadeur Henderson lui-même rencontre les industriels britanniques du secteur pour les convaincre de la nécessaire coopération au programme Airbus. La négociation bilatérale conserve un rôle essentiel. L'ambassadeur continue à occuper une place centrale à cette échelle. Pour les Français, les chances de réussite dépendent de la Grande-Bretagne :

Le marché britannique est considérable ; le trafic des compagnies aériennes britanniques équivaut à lui seul à la somme des trafics des compagnies françaises et allemandes. La coopération des Britanniques au programme conditionne la participation à celui-ci des Allemands ; l'élargissement de la coopération permet un meilleur partage du financement et des risques ; associer la Grande-Bretagne

59 *Ibid*, p. 159.

60 5 AG 3, carton 997, Valéry Giscard d'Estaing à Callaghan, 22 mai 1979.

61 NA/PREM 16/1271, Ref.A05829, *Prime Minister*, 27 octobre 1977.

62 NA/PREM 16/1272, visite de l'ambassadeur, 23 novembre 1977.

63 NA/PREM 16/1650, sommet de Chequers, 13 décembre 1977

à un important programme européen la détournera de rechercher des coopérations avec les États-Unis⁶⁴.

Lorsque la Grande-Bretagne entre dans Airbus Industrie le 1^{er} janvier 1979, il s'agit donc bien d'une victoire des Français sur les Américains dans ce domaine. La Grande-Bretagne s'engage pour la première fois à ne pas soutenir la participation de son industrie à des programmes concurrents de ceux d'Airbus Industrie. En outre, la compagnie British Airways a déclaré que, dans la gamme des avions moyen-courriers de deux-cents places, les études effectuées montraient que l'Airbus A 310 était le meilleur appareil. Le ministre français des Transports souligne cette déclaration symbolique de la victoire européenne⁶⁵.

La politique étrangère

182

Entraînée par l'Europe, la Grande-Bretagne prend ses distances avec les États-Unis sur d'autres questions. C'est le cas en politique étrangère, sur le terrain du Proche-Orient notamment. Les chefs de gouvernement européens se sont mis d'accord lors du Conseil européen de Venise en juin 1980 sur une déclaration commune sur le Proche-Orient. La Grande-Bretagne a donc été amenée à revoir ses positions par rapport aux États-Unis. Elle est soucieuse en effet de ne pas se marginaliser de ses partenaires européens. C'est ce que prône le Foreign Office : « Il faut maintenir un front commun des Neuf. Si les négociations américaines échouent, les Français pourraient en profiter pour mettre en avant leur position spécifique. Il est donc important de préserver l'unité pour ne pas donner aux Français une excuse pour prendre leur distance par rapport aux Neuf⁶⁶. » La Grande-Bretagne avait signé, déjà en 1977, la déclaration du Conseil européen indiquant les conditions d'un règlement de la question israélo-arabe, notifiant en particulier « la prise en considération des droits légitimes des Palestiniens » ; le Quai d'Orsay avait alors souligné que « l'adhésion au point de vue communautaire constitu[ait] une évolution sensible de la diplomatie britannique, notamment en ce qui concerne les Palestiniens⁶⁷ ». Les Français voient dans la distance prise par Margaret Thatcher « avec les positions trop pro-israéliennes de son prédécesseur⁶⁸ » la volonté du gouvernement britannique de se désolidariser encore plus des États-Unis.

64 ADMAE, carton 4449, note du 5 décembre 1977.

65 5 AG 3, carton 997, Le Theule, 21 novembre 1978.

66 NA/FCO 33/3957, préparation de la visite du 5 juin 1979.

67 ADMAE, carton 4449, note du 21 novembre 1978.

68 « La Grande-Bretagne veut une action propre à la CEE ; Thatcher a pris ses distances par rapport aux positions trop pro-israéliennes de son prédécesseur. » (5 AG 3, carton 996, Sauvagnargues, 15 novembre 1979.)

L'Afrique constitue un autre terrain sur lequel les Français peuvent apporter beaucoup aux Britanniques, et leur permettre de se dégager de la tutelle américaine. Le Quai d'Orsay observe que l'Afrique est « le lieu de la consultation la plus étroite et des tensions les plus vives entre la Grande-Bretagne et les États-Unis⁶⁹ ». La France joue entre les deux un rôle croissant, à la mesure de son poids sur le continent. Des consultations de plus en plus fréquentes sont organisées entre les deux anciennes puissances coloniales et les questions africaines occupent une large place dans les discussions lors des sommets franco-britanniques. Les conversations anglo-américaines sont de plus en plus concurrencées par des échanges tripartites englobant la France ou multilatéraux, tel le projet de « Guadeloupe à cinq » pour régler la question de l'Afrique du Sud. La « relation spéciale » évolue donc et se complexifie. Le niveau bilatéral devient trop limité. Les Américains voient par exemple l'avantage qu'il y a à intégrer l'Allemagne dans les consultations sur l'Afrique. Le président français a réussi à intéresser les Américains à son projet d'aide renforcée à l'Afrique subsaharienne, mais ces derniers cherchent à obtenir le soutien des Allemands dont les capacités financières sont les plus élevées en Europe. Il s'agit d'utiliser au mieux les compétences de chacun, et d'adopter le schéma de consultation adéquat, bilatéral, trilatéral ou multilatéral. Étant donnée leur expérience de puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne se tournent plus naturellement vers un schéma bilatéral. En Rhodésie, Londres compte sur le soutien de Paris pour user de son influence auprès des Africains francophones afin de faire reconnaître le nouveau gouvernement⁷⁰. De même, les Britanniques recherchent le soutien de la France en Afrique du Sud. Le Foreign Office rappelle que les positions françaises sont voisines des positions britanniques et qu'elles s'opposent à « l'activisme de la mission américaine auprès de l'ONU qui prône une politique plus ferme à l'égard de Pretoria⁷¹ ». Les Britanniques soulignent que « la France, seule parmi les Neuf, a voté systématiquement avec la Grande-Bretagne sur toutes les résolutions sur l'apartheid à la dernière session de l'Assemblée générale de l'ONU⁷² ». Les intérêts économiques puissants, liés aux matières premières et au nucléaire, des deux pays en Afrique du Sud, favorisent cette convergence. Les Britanniques insistent sur l'importance de s'assurer le soutien de la France alors que la politique commune sur l'Afrique est quasi inexistante⁷³. L'appui de la France est crucial notamment concernant le vote des sanctions à l'ONU

69 ADMAE, carton 4449, 30 octobre 1978.

70 Note de Gabriel Robin, 31 mai 1979.

71 ADMAE, carton 4449, note du 25 août 1980.

72 NA/FCO 30/105/463, Dickson, 21 février 1981.

73 « Les Français sont notre principal soutien. Il faut encourager les Français à continuer à travailler étroitement avec nous en Afrique et en particulier sur le problème de l'Afrique du Sud. » (NA/FCO 30/105/463, Dickson, note du 12 août 1980.)

contre l'Afrique du Sud. La Grande-Bretagne s'inquiète de se retrouver isolée en étant la seule à voter contre les sanctions : « Les Français veulent se cacher derrière nous. Nous devons semer le doute pour obtenir un triple veto, français, britannique et américain⁷⁴. » La Grande-Bretagne reconnaît en effet qu'elle serait, après l'Afrique du Sud, la première victime des sanctions. Les Français doivent donc permettre de réduire l'influence américaine en Afrique en partageant les décisions et les responsabilités.

Les conservateurs et la relation spéciale

184

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur à Londres en 1979 annonce aux yeux des Français un relâchement de la « relation spéciale ». Quelles perspectives cette nouvelle situation ouvre-t-elle pour l'Europe ? Jean Sauvagnargues fait remarquer que « Thatcher n'est pas pressée d'aller à Washington » et que sa première visite a lieu à Paris⁷⁵. À l'Élysée, on dresse le tableau d'un Premier ministre qui va amorcer une ère nouvelle dans les relations entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, au profit de l'Europe. On espère cette évolution, soulignant que « traditionnellement, les conservateurs sont moins liés à Washington⁷⁶ ». Margaret Thatcher est présentée comme « un interlocuteur soucieux d'assurer le redressement politique et psychologique de la Grande-Bretagne et d'affirmer sa place dans le monde⁷⁷ ». Gabriel Robin oppose la conception de Callaghan du rôle de la Grande-Bretagne dans le monde qui se développait « dans une optique isolationniste centrée sur la solidarité des pays de langue anglaise », à la conception « plus large, plus indépendante et plus dynamique » de Margaret Thatcher⁷⁸. Le remplacement à l'ambassade américaine de Peter Jay, gendre de Callaghan, par Nicholas Henderson, ancien ambassadeur à Paris qui s'y est fait remarquer par son indépendance d'esprit et son attitude pro-européenne, ne passe pas inaperçu pour les Français, soucieux de suivre l'évolution de la « relation spéciale ». Les Français nourrissent donc l'espoir de voir la Grande-Bretagne s'éloigner des États-Unis pour se rapprocher de l'Europe. Ils notent avec satisfaction que les Britanniques croient moins à la protection américaine, ce qui conduit Londres à réaffirmer la nécessité de renforcer ses moyens nucléaires. Margaret Thatcher écrit à Valéry Giscard d'Estaing en novembre 1979 pour lui dire qu'elle n'attend plus que l'aide américaine pour moderniser les Polaris⁷⁹. En juillet, le président français de

74 *Ibid.*

75 Sauvagnargues, 14 septembre 1979.

76 5 AG 3, carton 996, note de Leclercq, 22 mai 1979.

77 *Ibid.*

78 Note de Gabriel Robin, 31 mai 1979.

79 NA/FCO 46/2187, ministère de la Défense, 11 juin 1980.

son côté avait annoncé que la France allait développer une bombe à neutrons. Sauvagnargues témoigne de l'accord avec Londres sur ce point : « Thatcher m'a dit en octobre dernier qu'elle était favorable au déploiement de l'arme à radiation renforcée en Europe⁸⁰. » Une convergence s'observe donc entre les deux puissances nucléaires qui consolident leur force de dissuasion. Les Français voient alors dans la politique du gouvernement conservateur un nationalisme qu'ils comparent au gaullisme. Dès la victoire des conservateurs, une note de Sauvagnargues prévoit une détérioration inévitable de la « relation spéciale ». Il ne sera selon lui « pas facile de retrouver les rapports de confiance intimité qui existaient entre Carter et Callaghan », et il note que « certains n'hésitent pas, du côté des conservateurs, à laisser entendre que le temps de l'alignement systématique est révolu »⁸¹. La relation d'amitié qui sera établie entre Margaret Thatcher et Ronald Reagan viendra démentir cette analyse. En 1979 en tout cas, des signes encourageants laissent augurer d'une réorientation de la Grande-Bretagne vers l'Europe. On peut relever également la question du contrôle des armements. Sauvagnargues note que « les conservateurs sont beaucoup plus réservés que les travaillistes par rapport à l'action américaine sur le contrôle des armements », et il en déduit que « le gouvernement conservateur incitera les États-Unis à mieux prendre en compte les intérêts européens »⁸². L'appréciation par la Grande-Bretagne du rôle des États-Unis dans la guerre fraîche conduit aussi Londres à se rapprocher de Paris et à chercher dans la coopération politique européenne d'autres moyens de conserver une place et un rang dans le monde que la « relation spéciale » ne lui assure plus forcément.

80 ADMAE, carton 4439, télégramme de Sauvagnargues, 5 mai 1979.

81 *Ibid.*

82 *Ibid.*

Annexes

ENTRETIEN
AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE JEUDI 20 SEPTEMBRE 2012

Paris, rue Bénouville (xvi^e arrondissement)

Parmi les Premiers ministres britanniques qui se succèdent au cours de votre septennat, Harold Wilson, James Callaghan puis Margaret Thatcher, avec lequel avez-vous le plus facilement négocié ?

Wilson était difficile et déplaisant, mauvais humainement. Les réunions européennes étaient difficiles avec lui. Il était en fin de règne. Il ne cherchait pas à améliorer les relations.

Callaghan était pro-européen, ou plutôt intéressé par l'Europe. Il était courtois, cherchant à améliorer les relations.

Les relations étaient difficiles avec Thatcher. Elle voulait constamment affirmer sa supériorité, surtout la supériorité des femmes sur les hommes. C'était son caractère : elle voyait les négociations comme une bataille, avec vainqueurs et vaincus. Donc, ce qui était déplaisant, c'est qu'après une négociation dans laquelle tout le monde y avait trouvé son compte, elle affirmait publiquement avoir gagné sur les autres.

Pour le président, les deux pays les plus semblables sont le Royaume-Uni et la France :

Tradition monarchique, même culture intellectuelle, vieille démocratie, similitudes au niveau social, pays ayant eu un empire colonial et donc des responsabilités mondiales.

Mais les Britanniques ne voulaient pas d'une union contraignante (sauf peut-être Edward Heath).

Quels étaient les sujets les plus délicats que vous aviez à traiter avec les Britanniques ?

Pendant son mandat, deux moments importants de négociations :

Négociations monétaires (Jenkins, Callaghan). Callaghan n'y était pas complètement opposé mais n'a pas participé.

Négociations avec les États-Unis en matière de défense (euromissiles/SS 20). À la conférence de la Guadeloupe, Callaghan s'est montré très coopératif.

Il y a eu aussi l'affaire Thatcher, l'affaire irritante de son « I want my money back ». La situation était en trompe l'œil car d'apparence le Royaume-Uni était en déficit avec la CEE, à cause de ses droits de douane. C'était une période de tension, Thatcher avait un ton désagréable.

La France a-t-elle imposé ses vues au Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas trop de contradiction entre les objectifs des deux pays. La France traitait plutôt de la construction européenne avec l'Allemagne et des affaires mondiales avec les Britanniques.

Qui a eu l'idée des rencontres régulières entre chefs d'État et de gouvernement et ministres français et britanniques (les sommets franco-britanniques) ?

310

C'était une idée de Pompidou. C'était une bonne idée, même s'il n'y avait pas de substance très intense, c'étaient des occasions de parler. C'étaient des rencontres plus détendues, moins formelles qu'avec les Allemands. Souvent, on choisissait des lieux avec des possibilités de détente (Rambouillet, la maison de campagne du Premier ministre britannique). Il n'y avait pas de conflit car chacun savait ce que voulait l'autre (par exemple l'accord monétaire européen en 1978). Vis-à-vis de la construction européenne, les Britanniques freinent mais veulent en être.

Le président français souligne qu'il apprécie la diplomatie britannique car elle a deux qualités principales :

Rapidité de circulation de l'information ; aisance de la mise en commun des informations (entre services).

Il conclut :

C'est une diplomatie très rapide.

La visite d'État de juin 1976 a été décrite à l'époque comme marquant un tournant historique dans les relations franco-britanniques. Qu'en avez-vous pensé à l'époque ? Et dans les années qui suivirent ?

Cette visite fut merveilleuse, avec un temps caniculaire. J'avais beaucoup de considération, de sympathie, pour la reine. Nous avons exactement le même âge, ce qui nous rapproche, crée des liens. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, a tout organisé. C'est une visite sans grande portée. Il y eut un seul moment pénible : le discours à la Chambre, car tout le monde s'attendait à ce que je parle mal anglais. Avec la reine, nous avons échangé des cadeaux lors du dîner à Buckingham. Je vous livre une anecdote : l'ambassadeur britannique en France m'a demandé ce qui me ferait plaisir. Je ne savais pas trop quoi dire ; le montant

du plafond autorisé pour les cadeaux d'État était d'environ cinq mille francs. Je finis par demander un chien. Ce chien viendra d'une portée d'une chienne de la reine. Après Londres, la visite d'État s'est poursuivie en Écosse avec un dîner au château royal à Édimbourg dans une ambiance détendue.

Par rapport à vos prédécesseurs, avez-vous insufflé un changement avec le Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas de contentieux (Pompidou avait permis au Royaume-Uni de rentrer dans la CEE) mais de la distance. (Pompidou n'aimait pas l'Allemagne.) Avec lui, l'ambiance se réchauffe.

Quels moyens utilisiez-vous pour communiquer avec le Royaume-Uni ?

Peu le téléphone, ce qui faisait une grande différence avec Helmut Schmidt, mais c'est logique car la France et la RFA s'étaient engagées à se consulter et à ne pas afficher de position différente, il fallait donc constamment se parler. Il n'y avait pas besoin de communiquer beaucoup car il y avait peu d'objectifs communs. La voie diplomatique classique était utilisée.

Jean François-Poncet était le plus anglophile de mes ministres des Affaires étrangères. J'avais de bonnes relations avec Henderson, mais avec ses prédécesseurs aussi. Les ambassadeurs britanniques avaient toujours quelque chose qui les rattachait à la France (une femme, une résidence secondaire...), ce qui facilitait les conversations.

Le Conseil franco-britannique avait peu ou pas d'influence.

Les Britanniques étaient-ils plus antisoviétiques que vous ?

Le président ne répond pas de manière tranchée :

Idéologiquement, c'est assez difficile à dire : Peut-être un peu plus. Il y avait un débat à l'ONU sur le désarmement et des propositions sur les moyens de contrôle. J'ai fait des propositions au niveau européen. Le Royaume-Uni n'était pas enthousiaste à cause de ses liens avec les États-Unis.

Comment fonctionnait le triangle Paris-Londres-Bonn ?

C'est une idée qui n'est pas pertinente, elle ne fonctionne pas. Ce n'est pas un triangle. Les relations avec le Royaume-Uni et la RFA étaient de même niveau mais sur des sujets différents : avec le Royaume-Uni, le monde ; avec la RFA, l'Europe, l'intégration.

Y a-t-il eu un Premier ministre britannique « européen » ?

Edward Heath autant que nous, décidé à aller aussi loin que nous.

Après lui, personne, même s'ils sont « soft » sur la construction européenne. Jenkins était favorable à un meilleur fonctionnement, une meilleure organisation de la CEE. Jenkins était hostile au système monétaire européen (à cause de la livre, de la politique active de la Banque d'Angleterre).

Sur la politique énergétique :

Il n'y avait pas de différences. Il y a eu une réunion du G7 à Londres sur les quotas d'achat de pétrole. La France et le Royaume-Uni étaient dans des situations différentes car le Royaume-Uni était producteur. Mais il n'y avait pas d'oppositions.

Sur l'Afrique :

Il n'y avait pas de conflit à propos des relations à avoir avec la Rhodésie ou l'Afrique du Sud car c'est clairement la zone d'influence britannique. Les deux pays avaient la même position sur l'apartheid, une position « prudente » pour qu'elle se termine sans engendrer le chaos.

312

Avez-vous été plus anglophile que vos prédécesseurs ?

Oui, je lis en anglais tous les soirs. Ma femme est de culture anglaise. Je ne lis le matin que des journaux de langue anglaise. Dans les négociations, je parlais anglais. Sauf quand les négociations étaient serrées ou techniques, je parlais français et je me faisais traduire car chaque mot compte à ce moment-là.

Y'avait-il des tensions, des conflits entre l'Élysée et le Quai d'Orsay ?

Non, il y avait une bonne communication. Louis de Guiringaud était très anglophile.

Sur le nucléaire :

Il n'y a pas eu de coopération nucléaire avec le Royaume-Uni car les Britanniques dépendaient totalement des États-Unis et la France avait fait le choix de l'indépendance totale. Il n'y a eu aucune volonté de la France ou du Royaume-Uni pour un projet européen sur ce sujet.

Sur l'aéronautique :

Dans le domaine de l'espace, les Britanniques se sont impliqués mais n'ont pas beaucoup participé. Sur Airbus, le projet était franco-allemand à la base ; il a fallu faire une place au Royaume-Uni et donc déterminer la part des avions à réaliser par eux (15 % dans le système).

Les questions agricoles ont-elles gêné les relations franco-britanniques ?

Oui, car ils trouvaient que la PAC coûtait trop cher, même s'ils en profitaient aussi. Il y avait un désaccord permanent. Ils remettaient ça sur la table chaque année au moment du vote du budget alors que la France voulait l'application simple du traité.

Y a-t-il eu un rapprochement britannique vers l'Europe à cause de la diminution de la relation spéciale avec les États-Unis ?

C'est difficile à dire. Il faudrait demander aux Britanniques. Je pense qu'à terme, les Britanniques rejoindront l'Europe sur la monnaie (dans une quarantaine d'années) car les États-Unis vont s'éloigner de plus en plus du modèle anglo-saxon et donc le Royaume-Uni sera amené à se rapprocher de l'Europe.

Les Britanniques avaient-ils une vision de l'Europe dans les années 1970 ?

Non, même Churchill n'en avait pas. À la rigueur peut-être Heath.

Remarques sur les acteurs de l'époque :

Gabriel Robin était très loyal, même s'il était assez « anti-OTAN » et de culture gaulliste. Claude Pierre-Brossolette, à l'époque secrétaire général de l'Élysée, ne s'occupait que des affaires internationales. Je le voyais tous les jours. Il recevait les ambassadeurs. Il traitait les télégrammes à me présenter. Il avait un bureau au même étage que moi.

DISCOURS DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING
AU PARLEMENT LE 23 JUIN 1976

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, je vous remercie des paroles que vous venez de prononcer pour m'accueillir dans ce palais de Westminster qui est, pour le peuple britannique, un haut lieu de son histoire et de ses institutions, et qui demeure pour le monde entier, et pour nous autres Français, le symbole d'une réussite inégalée dans l'art, pour les hommes libres, de se gouverner eux-mêmes. Parmi les vertus de votre Parlement, celle qui me paraît la plus digne d'admiration est la capacité qu'il a montrée, à chaque époque, de s'adapter aux temps nouveaux. Son rôle, sa composition, son équilibre interne se sont constamment modifiés depuis ses origines. Né d'une réaction de résistance à l'arbitraire du pouvoir, il s'est fait l'éducateur de la démocratie avant de s'en faire l'expression. Il a ouvert progressivement ses rangs à toutes les classes de la nation, et a toujours été assez sage pour consentir à temps aux réformes nécessaires. Il n'est pas étonnant que la nation britannique lui garde sa confiance. C'est à lui qu'elle doit, pour une large part, d'avoir traversé les siècles, comme ces navigateurs assez habiles pour tirer parti des vents contraires aussi bien que des vents favorables. Cette aptitude à s'adapter sans cesser d'être soi-même, cette faculté d'accepter le changement sans perdre la continuité sont les signes qui distinguent la vigueur des institutions. Elles sont aussi la marque des peuples forts. Si j'en parle aujourd'hui, c'est qu'elles me paraissent également nécessaires à nos deux pays pour s'adapter à une autre époque sur laquelle souffle ce que l'un de vos anciens Premiers ministres a appelé avec justesse le vent du changement. Or, ce vent, pour une fois, il ne souffle pas au travers de la Manche, d'un de nos pays vers l'autre, il vient de l'extérieur, et au lieu de nous éloigner, il nous rapproche. On peut parler sans fin des rapports de la Grande-Bretagne et de la France. On est sûr de faire sourire en évoquant l'histoire de cette très ancienne amitié, vaguement entrecoupée de huit siècles de rivalités et de guerre. Au xvi^e siècle, votre poète Philip Sidney en donnait la meilleure définition : « *That sweet enemy, France* ». Je noterai seulement que ce long antagonisme est pratiquement inséparable de la formation de nos personnalités historiques, et de même que l'adolescent se forme par antagonisme, de même les plus anciens États historiques d'Europe, je veux dire la France et la Grande-Bretagne, se sont largement constitués en s'opposant, ce qui est d'ailleurs une façon de s'appuyer l'un sur l'autre. Je n'abuserai pas de ce thème bien connu, si ce n'est pour vous

dire ceci : les motifs qui ont été à l'origine de la rivalité séculaire de nos deux pays sont ceux qui nous invitent aujourd'hui puissamment à nous rapprocher et à nous entendre. Je veux dire : le voisinage et la similitude de nos ambitions.

Le voisinage vient de prendre une forme organisée : celle de notre participation, pour la première fois dans notre histoire, à une même institution : la Communauté économique européenne. Depuis l'ouverture de la négociation d'adhésion en 1970, jusqu'au référendum de 1975, la Grande-Bretagne a annoncé, puis confirmé son choix historique. La France qui s'était interrogée, vous le savez, sur le sens de votre volonté, se réjouit d'être désormais votre partenaire. Depuis treize ans, nous avons dialogué des deux côtés de la porte, ce qui explique d'une part que nous nous soyons relativement peu rencontrés, et d'autre part que nous ne nous soyons pas toujours compris. Aujourd'hui, les données sont différentes. Nous souhaitons avoir avec vous des rapports aussi actifs et aussi confiants que ceux que nous entretenons avec nos premiers partenaires du Marché commun. Aussi, je souhaite que nous convenions d'organiser, avec votre Premier ministre, une rencontre annuelle régulière de nos deux gouvernements. Celle-ci serait complétée par un calendrier de consultations politiques, au niveau des ministres des Affaires étrangères, et des réunions appropriées de hauts fonctionnaires. Au sein de la Communauté, nous devons accroître nos relations bilatérales. Respectables mais insuffisantes sur le plan du commerce, prestigieuses, grâce au Concorde, mais limitées sur le plan industriel et technologique, nous devons faire plus et mieux. Je souhaite que nos gouvernements recherchent, avant leur prochaine rencontre, des domaines précis de haute technologie et des perspectives commerciales favorables où nous puissions associer nos efforts. La similitude de nos ambitions, source de nos anciennes rivalités, puisque nous voulions faire la même chose, mais l'accomplir à la place de l'autre, peut contribuer au progrès de l'Europe sur deux plans : l'organisation de l'Europe, et la définition de son rôle international. Le débat est ouvert, entre les membres de notre communauté, sur la manière d'organiser l'Europe. C'est un débat nécessaire. En son absence, nous prendrions des décisions dispersées, sans conception d'ensemble. Nous accumulerions des règlements et des administrations dont notre continent est suffisamment pourvu. Mais c'est un débat difficile parce qu'il a été longtemps obscurci et passionné par des querelles de doctrine. Aujourd'hui, après vingt-cinq ans d'une première expérience, nous devrions l'aborder dans le réalisme et la sécurité.

Aucun de nos États ne détient à lui seul une vérité que nous devons, au contraire, rechercher ensemble. C'est un fait, cependant que la longue expérience historique de la Grande-Bretagne et de la France peut être utile à cette recherche. Cette expérience montre que les mécanismes comptent moins que la volonté politique. La Grande-Bretagne s'est passée de Constitution

depuis les origines, la France en a usé un grand nombre, exemples différents, même leçon : l'organisation d'une nation se décrète moins par un traité qu'elle ne se définit progressivement par ses actes. C'est en réunissant l'action de nos gouvernements et en les faisant agir ensemble que nous forgerons notre unité européenne. L'Europe n'a pas jusqu'à présent de réalité politique mondiale. Elle participe assurément à des négociations commerciales et monétaires. Elle contribue largement à certains organismes de développement. Mais sur le plan politique, celui où se forme, au travers des luttes ou dans la proposition idéologique le destin des peuples, l'Europe est absente ou muette. Nous le savons bien, nous qui avons été conduits par la force de nos ambitions, et par la diversité de nos intérêts, vous plus encore que nous, à participer à tous les problèmes du monde. Puis-je vous dire l'impression profonde que m'a fait, il y a trois ans, le premier trajet qui m'a conduit de Malaisie en Inde, puis au Moyen-Orient, et que j'y ai découvert l'immense capacité de travail et d'organisation que vous avez déployée sur la plus vaste partie du monde. Nous avons renoncé ensemble aux empires et aux impérialismes. Mais nous en avons gardé un intérêt pour les grands problèmes de notre univers et un réseau d'amitié qui nous y associe. Il me paraît utile que nous travaillions ensemble, avec nos partenaires, à donner une présence politique internationale à l'Europe, présence pacifique mais forte d'une expérience qui peut contribuer à dénouer les crises, à réduire les tensions, et à exprimer la vitalité des institutions démocratiques.

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, il ne suffit pas que je vous rende visite pour m'imaginer que nous traversons une circonstance historique. Et pourtant, voici que je suis le premier chef d'État français à être reçu au Parlement britannique depuis que nous faisons partie d'une même organisation. Les Plantagenêts, les Tudors, Charles VI et Charles VII, Henri VIII et François I^{er}, Napoléon, Pitt et Wellington, verraient-ils dans cette réunion la ruine ou la consécration de leurs efforts ? Chercheraient-ils à vaincre ou à s'unir ? Puisque nous voici ensemble, je souhaite que nous apportions une même contribution à l'organisation de l'Europe, faite de nos souvenirs et de notre expérience. Je souhaite que nos deux vieux pays se réjouissent d'entrer dans une époque où ils pourront, sans arrière-pensées, réaliser leur ancienne idée de se rapprocher, de se comprendre et sans doute de s'unir¹.

1 Ce discours est disponible en ligne : <http://discours.vie-publique.fr/notices/767013900.html>.

ANNEXE 3

DÉCLARATION COMMUNE DU 24 JUIN 1976

En anglais. Source : NA/ FO 33/2885

TABLEAU SYNOPTIQUE DES RÉUNIONS :
FRANCE, ROYAUME-UNI, ALLEMAGNE, CE, G7

Les échelles de négociations			
Présidence des Communautés	Type de réunions	Lieu	Date
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin
	G7	San Juan (Porto Rico, États-Unis)	27-28 juin
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Hambourg	5-6 juillet
	CE	Bruxelles	12-13 juillet
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre
	CE	La Haye	29-30 novembre
Royaume-Uni	Sommet franco-allemand	Paris	3-4 février
	G7	Londres	7-8 mai
	Sommet franco-allemand	Bonn	16-17 juin
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre
Danemark	Sommet franco-allemand	Paris	6-7 février
	CE	Copenhague	7-8 avril
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet
	G7	Bonn	16-17 juillet
	Sommet franco-allemand	Aix-la-Chapelle	14-15 septembre
	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre
	CE	Bruxelles	4-5 décembre
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier
	Sommet franco-allemand	Paris	20-22 février
	CE	Paris	12-13 mars
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin
	CE	Strasbourg	21-22 juin
	G7	Tokyo	28-29 juin
Irlande	Sommet franco-allemand	Bonn	1-2 octobre
	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre
	CE	Dublin	29-30 novembre
Italie	Sommet franco-allemand	Paris	4-5 février
	CE	Venise	12-13 juin
	G7	Venise	22-23 juin
Luxembourg	Sommet franco-allemand	Bonn	10-11 juillet
	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre
	CE	Luxembourg	1-2 décembre
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Paris	5-6 février
	CE	Maastricht	23-24 mars

TABLEAU SYNOPTIQUE DES ENJEUX

Enjeux croisés dans les échelles de négociation				
Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin	Déclaration commune: nouvelle coopération, dans une perspective européenne pour agir sur les orientations mondiales
	G7	San Juan (Porto Rico, États Unis)	27-28 juin	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Pays-Bas	CE	Bruxelles	12-13 juillet	Convergence des politiques économiques Interdépendance
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre	Crise (industries traditionnelles) Concurrence du Japon Imports de pétrole Relations Est-Ouest
	CE	La Haye	29-30 novembre	Relations avec le Japon CCEI Commerce international
Royaume-Uni	G7	Londres	7-8 mai	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre	Solidarité monétaire Détérioration des relations commerciales (Japon) Relations Est-Ouest
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre	Problèmes commerciaux internationaux Comité de Coopération industrielle (CCI) Énergie SALT
Danemark	CE	Copenhague	7-8 avril	Relance de l'économie mondiale : stratégie communautaire Croissance des échanges mondiaux Relations avec Japon
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet	SME Énergie Dialogue Nord-Sud
	G7	Bonn	16-17 juillet	Réduction de la dépendance énergétique Libéralisation Intégration des PED

1976

1977

1978

Enjeux croisés dans les échelles de négociation

Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés	
Allemagne	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre	SME NCM Coopération industrielle Détente	1978
	CE	Bruxelles	4-5 décembre	SME : effet stabilisateur sur l'économie mondiale Relations Est-Ouest	
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier	Relations Est-Ouest SALT	1979
	CE	Paris	12-13 mars	Coordination des politiques économiques Énergie Japon	
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin	Énergie SME Conjoncture mondiale	
	CE	Strasbourg	21-22 juin	SME Japon Énergie	
	G7	Tokyo	28-29 juin	Stratégie énergétique commune Plafond d'importations pétrolières Renforcer le GATT Relations Nord-Sud Lutter contre l'inflation	
Irlande	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre	Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs SME Détente	1980
	CE	Dublin	29-30 novembre	Convergence des économies Politique énergétique Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs	
Italie	CE	Venise	12-13 juin	Coopération avec PED Crise économique Énergie	1981
	G7	Venise	22-23 juin	Équilibre à trouver entre approvisionnement et demande d'énergie Relations avec PED Inflation	
Luxembourg	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre	Énergie Industrie Relations Est-Ouest	1981
	CE	Luxembourg	1-2 décembre	Inflation SME : contribution à un nouvel ordre monétaire Innovation et recherche Commerce international	
Pays-Bas	CE	Maastricht	23-24 mars	Politique monétaire : intensifier le dialogue avec États-Unis Restructuration de la sidérurgie Relations Nord-Sud	1981

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE DANS LES SOMMETS

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing				
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques	
Coopération économique bilatérale :				
11-12 novembre 1976 Rambouillet	Industrie :			
	Armement.			
	Aéronautique : avion européen à cent places	Engagement renforcé sur la coopération européenne	Prix plancher du pétrole importé (MSP)	
	Sidérurgie : crise, concurrence japonaise	Pétrole : contrats d'exploitation	Coopération à Superphénix	
	Automobile, chantiers navals, électricité	Collecteur pour le gaz		
	Énergie :			
	Nucléaire			
	Pétrole, gaz			
	Questions communautaires :			
	Énergie			
Pêche				
PAC	Politique énergétique commune UEM	Maintien des MCM		
Approfondissement et élargissement		Coopération politique		
Élections directes du Parlement européen				
Coopération bilatérale :				
12-13 décembre 1977 Chequers	Consultations périodiques entre experts économiques et Comité de coopération industrielle (CCI)			
	Armement : avion de combat tactique; coopération trilatérale			
	Énergie : achats français d'électricité en Grande-Bretagne par câble transmanche	Prépondérance franco-allemande dans Airbus Industrie	Rôle majeur pour la Grande-Bretagne	
	Industrie : aéronautique (avion civil 160 places)			
	Coopération culturelle : échanges, conseil franco-britannique			

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing

Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
12-13 décembre 1977 Chequers	Questions communautaires : Énergie Pêche Aéronautique Situation monétaire PAC Élargissement : Grèce, Portugal, Espagne Défense : GEIP ; garantie nucléaire franco-britannique pour l'Europe ?	Réforme d'Euratom	
	Questions multilatérales : Afrique : Zaïre, Rhodésie Commerce (NCM) SALT et sécurité européenne (missiles de croisière)	« Croissance ordonnée des échanges » Question américano-soviétique	Forum euro-stratégique
24 novembre 1978 Paris	Questions bilatérales : Coopération industrielle		Promouvoir le CCI
	Questions communautaires : Comité des Trois Sages Avenir de l'Europe à la veille de l'élection au suffrage direct Union économique et monétaire (UEM)	Composition et mandat des « trois sages » SME	
	Questions multilatérales : Détente et relations Est-Ouest Désarmement Moyen-Orient Afrique	Conférence européenne sur le désarmement	
19-20 novembre 1979 Londres	Questions bilatérales : Pétrole Nucléaire civil Nucléaire militaire Câble transmanche	Participation à l'exploration off-shore	Coopération avec Framatome
	Questions communautaires : Pétrole : répartition par pays des importations : dialogue producteurs-consommateurs Budget Mouton SME Désarmement	Budget, mouton : questions à traiter au CE uniquement	Budget : assurer les positions britanniques avant le CE de Dublin SME : attendre la stabilisation de la livre après la suppression du contrôle des changes
	Questions mondiales : Pétrole Afrique : Rhodésie, Afrique du Sud Pétrole : forum spécial Place de la France et de la Grande-Bretagne dans le monde Détente	Dialogue producteurs-consommateurs	Afrique : Obtenir le soutien de la France

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing			
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
19 septembre 1980 Paris	Coopération bilatérale :		Libéralisme économique
	Industrie	Baisse des prix du pétrole britannique	Modernisation de la force de dissuasion
	Pétrole		Relance du programme nucléaire
	Nucléaire		
	Questions communautaires :		
Pêche	Budget : à réserver au cadre communautaire		
Mouton			
Beurre néo-zélandais			
Sucre			
	Budget		
Questions mondiales :			Position très ferme à l'égard de l'URSS
	Relations Est-Ouest		

ENTRETIEN
 AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
 LE MERCREDI 22 NOVEMBRE 2017

Paris, rue de Bénouville (xvi^e arrondissement)

Les relations franco-britanniques apparaissent comme une série d'occasions manquées. Vous avez lancé beaucoup d'initiatives, les Britanniques relèvent la présence d'une vision de l'Europe qui n'existe pas chez eux. Dans les archives britanniques on trouve pour vous désigner le terme « *The idea's man* ». Tout était-il joué dès le début ?

Les Britanniques ont une vision de l'Europe en fait. Ce n'est pas une vision très explicite (donc pas dans les discours). C'est plutôt une espèce de culture. C'est cette vision que j'ai pu observer : d'une part, ils n'aiment pas le continent européen et ne le respectent pas. Ils considèrent que par rapport à eux, à l'éducation, aux différences culturelles, aux bonnes manières... l'Europe est en-dessous d'eux. Et donc, ils veulent bien avoir des relations avec l'Europe, mais ils ne pensent pas qu'ils en font partie. Ils n'ont pas participé aux avancées européennes : Schengen, l'euro, Maastricht... Tout cela vient de leur culture collective, c'est profond en eux.

Depuis dix ans, ils sont de moins en moins européens à cause de leur problème central : l'immigration, qu'ils ont pourtant voulue au départ. Souhaitée pour la main d'œuvre, elle est devenue excessive. Ils ont donc cherché à la limiter. Dès ce moment se répand une campagne selon laquelle l'Union européenne était une prison : on pouvait y entrer mais l'on ne pouvait pas en sortir. J'ai voulu y répondre en rédigeant moi-même un article sur la sortie de l'Union. Cet article est intégré dans le traité de Lisbonne. C'est un article assez simple, qui devrait rendre beaucoup moins compliquée la sortie. Les négociations sont aujourd'hui trop longues, trop compliquées à cause de la Commission. Il y a un problème difficile, et un seul c'est le problème financier.

Avez-vous cru pendant votre septennat que les Britanniques allaient jouer le jeu finalement ? Quand vous avez mené les négociations sur le système monétaire européen par exemple, vous avez laissé la porte ouverte pour que les Britanniques puissent le rejoindre plus tard. Y avez-vous cru ?

Non. Il y a une différence entre espérer et croire. Normalement, comme nous sommes le plus petit continent (face à l'Amérique du Nord, la Chine), il faut

que tout le monde soit ensemble. À propos de l'intégration monétaire, peut-être y arriverait-on un jour, mais j'étais très sceptique.

Dans les années 1970, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE était vue en France comme une chance pour l'Europe ; Jean-Marie Soutou pose la question : « Que pourra être une Europe sans l'Angleterre ? » L'adhésion devait permettre d'accroître le poids de l'Europe dans le monde. Cela a-t-il été le cas selon vous ?

Il n'y a pas de réponse catégorique. La Grande-Bretagne avait une image de solitude, avec une démarche particulière. Par exemple, pour l'entrée de la Turquie, alors que certains pays y étaient opposés, les Britanniques ont multiplié les démarches en faveur de cette entrée. Dans les relations euro-américaines, l'aspect positif était que la Grande-Bretagne était du côté européen dans les négociations, en dépit de sa relation spéciale avec les États-Unis. Le jeu n'était pas faussé ici.

332

La Grande-Bretagne était un obstacle à l'intégration européenne dans un certain nombre de domaines, notamment la défense. Durant votre septennat, avez-vous été bloqué par les Britanniques ?

Non, car on savait qu'ils ne participeraient pas aux projets. C'était négatif pour les petits pays tels que le Danemark ou la Norvège qui étaient retenus par leurs liens traditionnels avec la Grande-Bretagne.

Le chancelier allemand Helmut Schmidt écrit dans son livre *L'Europe s'affirme* (2001) qu'il a été très déçu par les Anglais et très rapidement et il écrit en 2001 qu'il n'attend plus rien d'eux, et que la Grande-Bretagne constitue juste un frein pour l'Europe. À partir de quand est-il devenu si pessimiste ?

Les Allemands étaient plus optimistes que nous sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe. Helmut Schmidt ne voyait pas d'obstacle insurmontable à une bonne intégration. C'était un sujet abordé très souvent avec lui. Helmut Schmidt s'est lassé des Britanniques et a cédé pour apaiser les relations Grande-Bretagne – CEE, même si ce n'était pas justifié.

Vous étiez plus proche de la Grande-Bretagne quant à la place et au poids dans le monde : vous pouviez parler des affaires mondiales. C'était un avantage d'avoir la Grande-Bretagne dans l'Europe ?

Il ne faut pas exagérer le poids des affaires mondiales dans la vie de l'Europe. Ce n'était ni un obstacle ni un atout. Helmut Schmidt ne s'intéressait en dehors de l'Europe qu'à la Chine. Moi-même aussi et un peu à l'Amérique latine. L'Europe pouvait se permettre de gérer son organisation sans pression

extérieure. Mais la globalisation est apparue avec Clinton et son ministre des Finances, un ancien de Goldman Sachs, ce qui signifiait globalisation comme ouverture du monde aux États-Unis.

Avec le Brexit, pensez-vous que l'Europe va s'affaiblir ? Ou au contraire est-ce une chance à saisir ?

Elle s'affaiblit un peu en poids, par le nombre d'habitants, un tissu industriel... En sens inverse, un handicap est levé pour courir plus vite : l'intégration européenne est libérée d'un poids. Entre Maastricht et le traité de Paris, la Grande-Bretagne n'a cessé de jouer le mauvais rôle. Le Brexit dépouille la démarche européenne de l'un de ses obstacles, elle était devenue compliquée. La volonté européenne devient plus unanime, donc cela augmente les chances de réussite. Mais le monde change, avec la technologie, la création d'un changement de civilisation, il faut que l'Europe s'adapte.

Lundi 13 novembre 2017, vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés à Bruxelles à relancer l'Europe de la défense : ce qui n'a pas pu se faire avec les Britanniques est-il possible maintenant ?

Non. L'Europe de la défense est une illusion. Les textes nécessaires existent depuis longtemps mais on n'a rien fait. Le problème c'est que la sécurité globale du continent est assurée par l'OTAN, mais la sécurité partielle, c'est-à-dire de chaque État, l'est par eux-mêmes et le problème central ce sont les frontières méditerranéennes.

Par exemple, la construction d'un avion de combat ? Cela avait échoué dans les années 1970...

Il est probable que la nouvelle génération d'armement sera issue de l'Europe continentale, mais peut-être avec une coopération britannique.

Êtes-vous aussi optimiste que Federica Mogherini qui a parlé d'un « moment historique pour la défense européenne » ?

Non, ni pessimiste. Pour les fabrications en matière de défense, au contraire, car la France et la Grande-Bretagne dépensaient le plus. Les accords bilatéraux pourront continuer.

Que pensez-vous des positions du président Emmanuel Macron sur l'Europe ?

Macron est sincèrement européen, mais il faut prendre de bonnes mesures. Par exemple avec la défense : le problème nucléaire ? La France qui est le seul pays détenteur de l'arme atomique maintenant dans l'Union partagera-t-elle

ses moyens ? Il faut procéder dans l'ordre : création d'un ordre économique cohérent, après une monnaie, ensuite la fiscalité, et ensuite les dettes...

Êtes-vous pour une refonte des traités ?

Non. Le problème c'est de mieux les appliquer, mettre fin au harcèlement bureaucratique de la Commission : elle est sortie de son rôle. Il y a trop de commissaires, le bon chiffre, comme le disait le dernier bon président de la Commission Jacques Delors, c'est treize. À vingt-huit, tout se complique, tout s'alourdit avec des cabinets trop volumineux. Il faut aussi revoir leur application. Par exemple, la Commission n'a pas à prendre parti en matière diplomatique. C'est le rôle du Conseil européen, comme le fait depuis quelques mois le président actuel. Il faut un président du Conseil fort. Il faut faire attention à l'idée absurde de l'égalité entre les États (comme par exemple Chypre et l'Allemagne). Il faudrait un système où les pays les plus peuplés se concertent avant. Le nouveau système de vote issu de la Constitution est un bon système avec une majorité qualifiée et non avec l'unanimité. Il faut l'utiliser davantage. Il faut que la Commission et le Conseil rentrent dans leur domaine de compétence. C'est le monde annexe, sans légitimité, qui irrite les opinions publiques.

334

À la fin des années 1970 déjà, il était question d'une Europe à deux vitesses et le cas de la Grande-Bretagne était parfois posé (fallait-il la mettre à l'écart de certains projets ?) : cela aurait-il permis d'éviter le Brexit ?

À deux vitesses, c'est trop compliqué. Depuis le début, il y a deux projets européens : un projet de libre-échange avec un marché unique et un projet d'intégration pour ceux qui le veulent. Le deuxième a besoin d'être encouragé pour faire face aux défis du monde mais le problème c'est l'engagement des pays. Les volontaires sont les six fondateurs, avec l'Espagne, le Portugal et l'Autriche. La Grèce a trop de problèmes, elle ne peut pas en supporter le poids. D'autre part, il faut regarder de plus près les négociations commerciales (comme l'a dit Macron) et ceux qui négocient car ils sont souvent d'un faible niveau, notamment de responsabilité et de légitimité.

Voyez-vous les Britanniques revenir sur leur décision ?

Non. Ils vont essayer de développer leurs relations avec leur ancien empire, l'Australie, le Canada...

L'opinion britannique dans les années 1960 n'était pas pro-européenne...

Oui, c'est vrai, il n'y avait pas d'attachement à l'Europe. D'autant plus que la presse, presque unanime, n'aime pas l'Europe et met en exergue tous ses défauts.

Aurait-on pu éviter le Brexit ?

À mon avis, non. Il n'y a pas eu de rapprochement des identités. Qui était pro-européen ? Ted Heath était le seul vrai européen, il voulait devenir européen. Roy Jenkins était pro-européen par raisonnement, d'où une bonne gestion des relations Royaume-Uni – Europe ; il participait aux discussions. L'ambassadeur Nicholas Henderson était européen dans sa façon de vivre.

Le Brexit viendrait d'un manque d'éducation européenne ?

L'Europe a déclenché deux guerres mondiales, on ne peut pas effacer tout cela d'un seul coup. Il y a les obstacles des langues et des cultures. Pour les langues, on n'y peut rien, mais on pourrait suivre la règle d'utiliser l'anglais courant pour négocier et conserver les langues nationales pour les textes officiels et le domaine juridique. Il faut par ailleurs développer l'enseignement de l'allemand. Partout en Europe, finalement, on a des cultures assez proches, il existe bien une culture européenne.

BIBLIOGRAPHIE

DYNAMIQUES DES SYSTÈMES INTERNATIONAUX

- ALLAIN, Jean-Claude (dir.), *La Moyenne Puissance au XX^e siècle. Recherche d'une définition*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale/Institut d'histoire des conflits contemporains, 1989.
- BADEL, Laurence, « Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XXI^e siècle », *Relations internationales*, n° 157, 2014/1, p. 3-23.
- , « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 90, 2006/2, p. 169-185.
- BADIE, Bertrand, « L'adieu au gladiateur ? La mondialisation et le renouveau des relations internationales », *Relations internationales*, n° 124, 2005/4, p. 95-106.
- BÉLY, Lucien, SOUTOU, Georges-Henri, THEIS, Laurent & VAÏSSE, Maurice (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères (1589-2004)*, Paris, Fayard, 2005.
- & SOUTOU, Georges-Henri, « Les relations internationales », dans SIRINELLI, Jean-François, CAUCHY, Pascal & GAUVARD, Claude (dir.), *Les Historiens à l'œuvre (1995-2010)*, Paris, PUF, 2010, p. 261-286.
- CHASSAIGNE, Philippe & MARX, Roland, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2004.
- , *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Colin, 2009.
- , *Les Années 1970. Fin d'un monde et origine de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2012.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Entretien avec Robert Frank », *Histoire@Politique*, n° 19, 2013/1, p. 216-227.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, « Politique intérieure et politique extérieure », *Relations internationales*, n° 37, printemps 1984, p. 7-16.
- , *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1992.
- FRANK, Robert, « La France et son rapport au monde au XX^e siècle », *Politique étrangère*, vol. 65, n° 3-4, 2000, p. 827-839.
- , « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de relations internationales*, n° 4, 2003, p. 42-65.
- (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012.
- GENESTE, Pascal, *Archives de la présidence de la République française. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Archives nationales/Somogy, 2007.

- GIRAULT, René « L'histoire des relations internationales peut-elle être une histoire totale ? », dans *Enjeux et puissances. Pour une histoire des relations internationales au XX^e siècle : mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, p. 29-39.
- , *Être historien des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.
- GOMART, Thomas, « La relation bilatérale : un genre de l'histoire des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 65-66, « Hommage à René Girault », janvier-juin 2002, p. 65-68.
- GUILLEN, Pierre, « Politique intérieure et relations internationales », *Relations internationales*, n° 41, printemps 1985, p. 111-124.
- , « Écrire l'histoire de la politique extérieure de la France », *Relations internationales*, n° 83, 1995, p. 131-137.
- JEANNESSON, Stanislas, « Diplomatie et politique étrangère de la France contemporaine : un bilan historiographique depuis 1990 », *Histoire, économie & société*, vol. 31, n° 2, « Nouvelles approches en histoire de la France contemporaine », 2012, p. 88-98.
- LAÏDI, Zaki, *La Norme sans la force. L'Énigme de la puissance européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- RENOUVIN, Pierre & DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995.
- SANDERSON, Claire & GUIEU, Jean-Michel (dir.), *L'Historien et les relations internationales. Autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
- SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- , *Dictionnaire des relations internationales. Approches, concepts, doctrines*, Paris, Dalloz, 2006.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Introduction à la problématique des mondialisations », *Relations internationales*, n° 123, 2005, p. 8-9.
- Relations internationales*, n° 82, « Conjoncture économique et relations internationales », 1995 ; n° 123, « Mondialisations-1 », 2005/3 ; n° 124, « Mondialisations-2 », 2005/4.

ACTEURS

Biographies

Valéry Giscard d'Estaing

BERNARD, Mathias, *Valéry Giscard d'Estaing. Les Ambitions déçues*, Paris, Armand Colin, 2014.

BOTHOREL, Jean, *Un si jeune président*, Paris, Grasset, 1995.

CORCELETTE Jean-Pierre & ABADIE, Frédéric, *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008.

DUHAMEL, Alain, *La République giscardienne*, Paris, Grasset, 1980.

HARGROVE, Charles, *L'Autre Giscard. Valéry Giscard d'Estaing vu par un Anglais*, Paris, éditions J. A., 1981.

VALANCE, George, *VGE. Une vie*, Paris, Flammarion, 2011.

Jean François-Poncet

DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Portrait de Jean François-Poncet », *Histoire@Politique*, n° 1, 2007/1, p. 11-15.

Élisabeth II d'Angleterre

PIMLOTT, Ben, *The Queen. A Biography of Elizabeth II*, London, HarperCollins, 1998.

ROCHE, Marc, *Élisabeth II. Une vie, un règne*, Paris, La Table Ronde, 2012.

James Callaghan

CONROY, Harry, *Callaghan*, London, Haus Publishing, 2006.

MORGAN, O. Kenneth, *Callaghan. A Life*, Oxford, OUP, 1998.

Margaret Thatcher

CAMPBELL, John, *The Iron Lady. Margaret Thatcher from Grocer's Daughter to Prime Minister*, London, Penguin Books, 2011.

SERGEANT, Jean-Claude, *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher (1979-1990)*, Paris, PUF, coll. « Perspectives anglo-saxonnes », 1994.

THIÉRIOT, Jean-Louis, *Margaret Thatcher. De l'épicerie à la Chambre des lords*, Paris, Éditions de Fallois, 2007.

Harold Wilson

PIMLOTT, Ben, *Harold Wilson*, London, HarperCollins, 1993.

ROUTLEDGE, Paul, *Wilson*, London, Haus Publishing, 2007.

ZIEGLER, Philip, *Wilson. The Authorised Life*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1993.

CAMPBELL, John, *Roy Jenkins. A Well-rounded Life*, London, Jonathan Cape, 2014.

LUDLOW, N.Piers, *Roy Jenkins and the European Commission Presidency, 1976-1980, at the heart of Europe*, Palgrave, Macmillan, 2016.

Mémoires et témoignages

BARRE, Raymond, *L'Expérience du pouvoir. Entretiens avec Jean Bothorel*, Paris, Fayard, 2007.

CALLAGHAN, James, *Time and Chance*, London, Politico's, 2006.

COLES, John, *Making Foreign Policy. A Certain Idea of Britain*, London, John Murray, 2000.

FRANCOIS-PONCET, Jean, *37, quai d'Orsay*, Paris, Odile Jacob, 2008.

FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai*, Paris, Fayard, 1998.

340 GISCARD D'ESTAING, Valéry, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976.

–, *Le Pouvoir et la Vie*, Paris, Le Livre de poche, 2007.

–, Entretiens du 20 septembre 2012 et du 22 novembre 2017 avec Laurence Baratier-Negri.

HARGROVE, Charles, *Un gentleman du Times*, Paris, Tallandier, 2001.

HENDERSON, Nicholas, *The Private Office*, London, Littlehampton Book Services Ltd., 1984.

–, *Channels and Tunnels: Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987.

–, « Valedictory dispatch », 31 mars 1979, dans HENDERSON, Nicholas, *Channels and Tunnels. Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987, p. 143-158.

–, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, London, Phoenix Press, 2000.

JENKINS, Roy, *European Diary (1977-1981)*, London, Collins, 1989.

–, *A Life at the Centre. Memoirs of a Radical Reformer*, London, Random House, 1993.

PALLISER, Michael, « L'élargissement de la Communauté vu de Londres », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.

ROBIN, Gabriel, *Entre empire et nations. Penser la politique étrangère*, Paris, Odile Jacob, 2004.

SCHMIDT, Helmut, *Des Puissances et des hommes*, Paris, Plon, 1989.

–, *L'Europe s'affirme*, Paris, Éditions de Fallois, 2001.

SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé*, Paris, Éditions de Fallois, 2011.

THATCHER, Margaret, *10 Downing Street*, Paris, Albin Michel, 1993.

WILSON, Harold, *The Governance of Britain*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1976.

–, *Final Term: Labour Government (1974-1976)*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1979.

LES SYSTÈMES DE REPRÉSENTATIONS

BITSCH, Marie-Thérèse, LOTH, Wilfried & BARTHEL, Charles (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2007.

COURCEL, Geoffroy de, « France et Grande-Bretagne, une complémentarité difficile », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981.

CROUZET, François, *De la supériorité de la France sur l'Angleterre. L'économie et l'imaginaire (XVII-XX^e siècle)*, Paris, Perrin, 1985.

–, « Images d'outre-Manche : la France vue par les Britanniques, la Grande-Bretagne vue par les Français (1904-2004) », *Histoire, économie & société*, vol. 25, n° 1, 2006, p. 131-141.

DAUDY, Philippe, *Les Anglais*, Paris, Plon, 1989.

DAVID, François, *Autopsie de la Grande-Bretagne*, Paris, Hachette, 1976.

DAVIS, Richard, « Les relations franco-britanniques vues à travers les dessins de presse de la Troisième à la Cinquième République », *Revue LISA E-journal*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 55-74.

–, « Français et Anglais, quels Européens ? », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

FRANK, Robert, « Qu'est-ce qu'un stéréotype ? », dans JEANNENEY, Jean-Noël (dir.), *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 17-26.

GENET, Jean-Philippe & RUGGIU, François-Joseph (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques (France-Angleterre, X^e-XX^e siècle)*, Paris, PUPS, 2007.

GUIFFAN, Jean, *Histoire de l'anglophobie en France. De Jeanne d'Arc à la vache folle*, Paris, Terre de brume, 2004.

LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et la Grande-Bretagne. Mythes et préjugés*, Paris, L'Harmattan, 2007.

SANDERSON, Claire, « British Public Opinion and Europe Since 1973: Ambivalence or Mis-representation? », dans DULPHY Anne & MANIGAND, Christine (dir.), *Public Opinion and Europe: National Identity in a European Perspective*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004, p. 151-163.

–, « La notion de civilisation dans la politique étrangère britannique de 1945 à nos jours », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 123, n° 2, « La notion de civilisation dans le système international européen (XIX^e-XX^e siècles) », dir. SOUTOU, Georges-Henri, 2009, p. 163-175.

SINCLAIR-STEVENSON, Christopher, *That Sweet Enemy: A Personal View of France and the French*, London, Jonathan Cape, 1987.

TACHIN, Agnès, *Amie et rivale. La Grande-Bretagne dans l'imaginaire français à l'époque gaullienne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.

–, « Le voyage officiel du général de Gaulle à Londres en avril 1960, regards croisés franco-britanniques », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

TOMBS, Isabelle & TOMBS, Robert, *La France et le Royaume-Uni. Des ennemis intimes*, Paris, Armand Colin, 2012.

342

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET PROCESSUS DE DÉCISIONS

BARTLETT, Christopher J., *British Foreign Policy in the Twentieth Century*, London, Macmillan, 1989.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Institutions et pratiques politiques (1974-1978)*, Paris, Fayard, 2003.

– & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. 1978-1981 : les institutions à l'épreuve ?*, Paris, Armand Colin, 2010.

CHARLOT, Monica, *L'Angleterre (1945-1980). Le temps des incertitudes*, Paris, Imprimerie nationale, 1981.

COHEN Samy, « Prospective et politique étrangère. Le CAP du ministère des Relations extérieures », *Revue française de science politique*, vol. 32, n° 6, 1982, p. 1055-1076.

– et SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

–, *La Monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V^e République*, Paris, Hachette, 1986.

–, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », dans SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, chap. III, p. 75-91.

DICKIE, John, *Inside the Foreign Office*, London, Chapmans, 1992.

HARRIS, Trevor, *Une certaine idée de l'Angleterre. La Politique étrangère britannique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2008.

- HENNESSY, Peter, *The Prime Minister: The Office and its Holders Since 1945*, London/New York, St. Martin's Press, 2001.
- KESSLER, Marie-Christine, *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- LERUEZ, Jacques, *Le Système politique britannique depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1994.
- LA GORCE, Paul-Marie de, « Bilan d'un septennat, la politique extérieure française », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981, p. 89-104.
- LA SERRE, Françoise de, LERUEZ, Jacques & WALLACE, Helen, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Berg, 1990.
- OTTE, Ythomas G., *The Makers of British Foreign Policy: From Pitt to Thatcher*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.
- PARR, Helen, « Un Foreign Office miniature dédié à l'Europe ? », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 207-237.
- REYNOLDS, David, *Britannia Overruled. British Policy and World Power in the Twentieth Century*, London, Longman, 1993.
- SANDERSON, Claire, « Margaret Thatcher et la politique extérieure du Royaume-Uni : vision, conviction, intransigeance », dans DELAUNAY, Jean-Marc & DENECHÈRE, Yves (dir.), *Femmes et relations internationales au XX^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 27-37.
- SANDERSON, Claire, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.
- & TORRENT, Mélanie (dir.), *La Puissance britannique en question. Diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- TRISTRAM, Frédéric, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique*, n° 8, mai-août 2009.
- VÀISSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- WALLACE, William, *Foreign Policy and the Political Process*, London, Macmillan, 1972.
- , *The Foreign Policy process in Britain*, London, Royal Institute of International Affairs, 1975.

WARLOUZET, Laurent, « Le Quai d'Orsay face au traité de Rome, la direction des affaires économiques et financières de 1957 à 1975 », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 139-169.

LA FRANCE, LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

BADEL, Laurence & BUSSIÈRE, Éric, *François-Xavier Ortoli. L'Europe, quel numéro de téléphone ?*, Paris, Descartes & Cie, 2011.

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

344 BERBÉRI, Claude, *Le Parti travailliste et les syndicats face aux questions monétaires européennes*, Paris, L'Harmattan, 2005.

BERSTEIN, Serge & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

BITSCH, Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, éditions Complexe, 2003.

BOSSUAT, Gérard, *Faire l'Europe sans défaire la France. Soixante ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

BRIVATI, Brian & JONES, Harriet, *From Reconstruction to Integration: Britain and Europe since 1945*, Leicester, Leicester UP, 1993.

BUSSIÈRE, Éric & WILLAERT, Émilie, *Un projet pour l'Europe. Georges Pompidou et la construction européenne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2010.

–, DUJARDIN, Vincent, DUMOULIN, Michel, LUDLOW, Piers, BOROUWER, Jon Willem & TILLY, Pierre (dir.), *Histoire et mémoires d'une institution. La Commission européenne (1973-1986)*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2014.

DELOGE, Pascal : « La coopération aéronautique européenne : à quel prix ? Le dilemme belge », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010.

– & BURIGANA, David, « Les coopérations aéronautiques en Europe dans les années 1950-1980 : une opportunité pour relire l'histoire de la construction européenne ? », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, introduction.

DROIT, Yohan, « L'European Fighter Aircraft : le rendez-vous manqué de la coopération aéronautique européenne, 1978-1985 », *Histoire, économie &*

- société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, p. 103-116.
- , *L'Avion de combat Rafale. De la matrice européenne à l'avion mondial ? Histoire d'un programme d'armement majeur des années 1970 à nos jours*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2014.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2006.
- DU RÉAU, Élisabeth, *L'Europe en construction*, Paris, Hachette, 2001.
- FRANK, Robert et DU RÉAU, Élisabeth (dir.), *Dynamiques européennes. Nouvel espace, nouveaux acteurs (1969-1981)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
- , *Les Identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- GĂINAR, Maria, *Aux origines de la diplomatie européenne. Les Neuf et la coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- GEORGE, Stephen, *An Awkward Partner: Britain in the European Community*, Oxford, OUP, 1998.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2007.
- GILMOUR, Ian, « L'Europe politique », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 2, 1980, p. 487-498.
- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- LA SERRE, Françoise de, « Quelle Europe pour quelle Grande-Bretagne ? », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 3, 1980.
- , *La Grande-Bretagne et la Communauté européenne*, Paris, PUF, 1987.
- LUDLOW, Peter, *Making of the European Monetary System*, London, Elsevier Science & Technology Books, 1982.
- MAY, Alex (dir.), *Britain, the Commonwealth and Europe: The Commonwealth and Britain's Applications to Join the European Communities*, London, Palgrave Macmillan, 2001.
- MÖCKLI, Daniel, *European Foreign Policy During the Cold War: Heath, Brandt, Pompidou and the Dream of Political Unity*, London/New York, Tauris, 2008.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Economist or Monetarist? The Difficult Creation of an Internal French Consensus about European Monetary Integration (1974-1976) », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 213-225.
- , « Filling the EEC Leadership Vacuum? The Creation of the European Council in 1974 », *Cold War History*, vol. 10, n° 3, 2010, p. 315-339.

- , *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Ithaca, Cornell UP, 2012.
- PARR, Helen, « Anglo-French Nuclear Collaboration and Britain's Policy Towards Europe », dans VAN DER HARST, Jan (dir.), *Beyond the Customs Union: the European Community's Quest for Completion, Deepening and Enlargement (1969-1975)*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 35-61.
- , « “The Nuclear Myth”: Edward Heath, Europe, and the International Politics of Anglo-French Nuclear Cooperation 1970-3 », *International History Review*, vol. 35, n° 3, 2013, p. 534-555.
- RÜCKER, Katrin, « Le plan Werner, le système monétaire européen et l'europanisation dans les années 1970 », *L'Europe en formation*, n° 353-354, 2009.
- , « Diplomatie européenne et relations internationales : la dimension internationale du premier élargissement de l'Union européenne », *Relations internationales*, n° 146, 2011/2, p. 109-124.
- SAINT PÉRIER, Amaury de, *Valéry Giscard d'Estaing, la France et l'Europe monétaire. La persévérance récompensée*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2008, 315 p.
- , *La France, l'Allemagne et l'Europe monétaire de 1974 à 1981. La persévérance récompensée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- SANDERSON, Claire, *L'Impossible Alliance ? France, Grande-Bretagne et défense de l'Europe (1945-1958)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
- , « France/Grande-Bretagne, regards croisés sur la défense européenne », *Relations Internationales*, n° 117, printemps 2004, p. 87-100.
- , « Coopération franco-britannique et défense européenne : une perspective historique », *Les Champs de Mars*, n° 15, « Cent ans d'Entente cordiale : la défense au Royaume-Uni », dir. CHARILLON, Frédéric, 2004, p. 15-36.
- , « La Grande-Bretagne et l'Europe de l'après-guerre à Maastricht : le règne de l'ambivalence », dans BEAUPRÉ, Nicolas & MOINE, Caroline (dir.), *L'Europe de Versailles à Maastricht. Visions, moments et acteurs des projets européens*, Paris, Seli Arslan, 2007, p. 217-224.
- SCHNAPPER, Pauline, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Paris, Presses de Science Po, 2000.
- TREVOR, Harris, *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Paris, Ellipses, 1999.
- VÀISSE, Maurice, « Valéry Giscard d'Estaing et la défense européenne », dans BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011.

WALLACE, William, *Britain in Europe*, London, Heinemann, 1980.

LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI FACE À LA CRISE DES ANNÉES 1970, ENTRE SOLUTIONS NATIONALES ET TRANSNATIONALES

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales face aux défis européens du XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René, & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Les réformes de société (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2007.

–, CASANOVA, Jean-Claude & SIRINELLI, Jean-François, *Les Années Giscard. La politique économique (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2009.

BLOCH-LAINÉ, François (dir.), *La France en mai 1981. Forces et faiblesses*, Paris, La Documentation française, 1982.

BONHOMME, Noël, « Les Européens au G7 : entre intérêts communautaires et gouvernance mondiale, 1975-1985 », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 73-89.

–, « Sommets du G7 et régulation économique internationale dans les années 1970 », *Relations internationales*, Paris, n° 157, 2014/1, p. 111-130.

BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2006.

–, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, CHEFF, 2007.

ELLI, Mauro, « The UK Role in the European Community. EEC Energy Policy at the Eve of the Oil Crisis », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 295-311.

GARAVINI, Giuliano & PETRINI, Francesco, « Continuity or Change? The 1973 Oil Crisis Reconsidered », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 211-231.

LAVERDINES, Georges, « Le libéralisme organisé ou le combat de Jacob », *Pouvoirs*, n° 9, « Le giscardisme », 1979, p. 17-26.

- Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle [actes de la table ronde des 15 et 16 décembre 2011] », 2012/1.
- LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et le Royaume-Uni dans un monde en mutation*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- , *France-Grande-Bretagne. Réussites et défis*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- MÉNIL, Georges de, « De Rambouillet à Versailles : un bilan des sommets économiques », *Politique étrangère*, vol. 47, n° 2, 1982, p. 403-417.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Integrating an International Political Economy Dimension into European Integration History: The Challenges of the 1970s », *Journal of European Integration History*, vol. 17, n° 2, 2011, p. 335-341.
- , « Regional Integration and Global Governance: The Example of the European Council (1974-1986) », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 91-104.
- , « Managing from the Top: Globalisation and the Rise Of Regular Summitry, mid 1970's-early 1980's », *Diplomcy and Statecraft*, vol. 23, n° 4, 2012, p. 679-703.
- & ROMERO, Federico (dir.), *International Summitry and Global Governance: The Rise of the G7 and the European Council (1974-1991)*, London/New York, Routledge, 2014.
- POPE, Rex, *The British Economy since 1945: A Study in Decline?*, London, Routledge, 2013.
- POTTIER, Frédéric, « La rencontre de Rambouillet », *Politique étrangère*, vol. 41, n° 1, 1976, p. 13-25.
- VAN LAER, Arthe, « Quelle politique industrielle pour l'Europe ? Les projets des Commissions Jenkins et Thorn (1977-1984) », dans BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, CHEFF, Paris, 2007, p. 7-53.

FRANCE ET ROYAUME-UNI : DÉTENTE ET DÉFENSE NATIONALE

- BAULON, Jean-Philippe, « Au risque de l'isolement ou de l'alignement : la politique de la France dans la crise des euromissiles (1977-1987) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 124, n° 2, 2010, p. 163-187.
- , « Un tournant dans la politique française de non-prolifération : la présidence Giscard », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 126, n° 2, 2012.
- BILANDŽIC, Vladimir, DAHLMANN, Dittmar & KOSANOVIĆ, Milan (dir.), *From Helsinki to Belgrade: The First CSCE Follow-up Meeting and the Crisis*, Bonn, Bonn UP, 2012.

- BOZO, Frédéric, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991.
- BROWN, Martin D., « A Very British Vision of Détente, The United Kingdom's Foreign Policy During the Helsinki Process (1969-1975) », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd, *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 121-134.
- DUMOULIN, André, *Histoire de la dissuasion nucléaire*, Paris, Argos, 2012.
- DUVAL, Marcel et LE BAUT, Yves, *L'Arme nucléaire française. Pourquoi et comment ?*, Paris, SPM, 1992.
- KLEIN, Jean, « La France, l'arme nucléaire et la défense de l'Europe », *Politique étrangère*, vol. 44, n° 3, 1979, p. 461-479.
- LOTH, Wilfried & SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *The Making of Détente: Eastern and Western Europe in the Cold War (1965-1975)*, London, Routledge, 2008.
- MARESCA, John, *To Helsinki: The Conference on Security and Cooperation in Europe, 1973-1975*, London, Duke UP, 1985.
- PISAR, Samuel, *Transactions entre l'Est et l'Ouest*, préface de Valéry Giscard d'Estaing, Paris, Dunod, 1972.
- PONS, Silvio & ROMERO, Federico, « Europe Between the Superpowers, 1968-1981 », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 85-99.
- SCHÜTZE, Walter, « Les options », *Politique étrangère*, vol. 43, n° 6, 1978, p. 693-732.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Valéry Giscard d'Estaing and his Vision of the End of the Cold War », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd (dir.), *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 208-225.
- TATU, Michel, « Valéry Giscard d'Estaing et la détente », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- , « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, n° 262, 2011, p. 3-8.

WALLACE, William, « What Price Independence? Sovereignty and Interdependence in British Politics », *International Affairs*, vol. 62, n° 3, 1986, p. 367-389.

LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES AU FIL DU TEMPS

BELL, Philip M. H., *France and Britain (1900-1940). Entente and Estrangement*, London, Longman, 1996.

—, *France and Britain (1940-1994). The Long Separation*, London, Longman, 1997.

BONNAUD, Laurent, *France-Angleterre. Un siècle d'entente cordiale (1904-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2004.

CHASSAIGNE, Philippe & DOCKRILL, Michael (dir.), *Anglo-French Relations, 1898-1990: From Fashoda to Jospin*, London, Palgrave Macmillan, 2002.

350 —, « L'Angleterre, ennemie héréditaire ? », *Revue historique des armées*, n° 264, 2011, p. 3-10.

COOPER-RICHET, Diana & RAPOPORT, Michel (dir.), *L'Entente cordiale. Cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Grâne, Créaphis, 2006.

CROUZET, François, BÉDARIDA, François & JOHNSON, Douglas, *De Guillaume le Conquérant au Marché commun. Dix siècles d'histoire franco-britannique*, Paris, Albin Michel, 1979.

GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

GIBSON, Robert, *Best of Enemies. Anglo-French Relations since the Norman Conquest*, London, Sinclair-Stevenson, 1995.

LUDLOW, Piers, « Problematic partners: de Gaulle, Thatcher, and their Impact », dans JONES, Erik, MENON, Anand & WEATHERILL, Stephen (dir.), *The Oxford Handbook of the European Union*, Oxford, OUP, 2012, p. 206-218.

MAYNE, Richard, JOHNSON, Douglas & TOMBS, Robert (dir.), *Cross Channel Currents: 100 Years of the Entente Cordiale*, London, Routledge, 2004.

PASTOR-CASTRO, Rogelina & YOUNG, J. W. (dir.), *The Paris Embassy: British Ambassadors and Anglo-French Relations (1944-1979)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.

VIOT, Jacques & RADICE, Giles (dir.), *L'Entente cordiale dans le siècle*, Paris, Odile Jacob, 2004.

- BUFFET, Cyril, « Une étrange histoire d'amour. Le facteur britannique dans les relations franco-allemandes, 1945-1963 », dans BAECHLER, Christian & MÜLLER, Klaus-Jurgen (dir.), *Les Tiers dans les relations franco-allemandes*, München, Oldenburg Verlag, 1996.
- CHASSAIGNE, Philippe, *Royaume-Uni/États-Unis (1945-1990). La « relation spéciale »*, Paris, Atlande, 2003.
- COGAN, Charles, *Alliés éternels, amis ombrageux. La France et les États-Unis depuis 1940*, Bruxelles, Bruylant, 1999.
- DOBSON, Alan, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century. Of Friendship, Conflict, and the Rise and Decline of Superpowers*, London, Routledge, 1995.
- DURAND, Pierre-Michel, « Les relations Paris-Moscou et la guerre froide africaine des années 1970 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- HEUSER, Béatrice, *NATO, Britain, France, and the FRG: Nuclear Strategies and Forces for Europe (1949-2000)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.
- FRANK, Robert, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 : problématiques et méthodes », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 28, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 », dir. FRANK, Robert & LE PULCH, Maryvonne, 1994.
- , « Français et Allemands face aux enjeux institutionnels de l'union monétaire : du plan Werner à l'euro (1970-2000) », dans BITSCH, Marie-Thérèse, *Le Couple France-Allemagne et les institutions européennes. Une postérité pour le plan Schuman*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 537-558.
- , « Hans Tietmeyer et le plan Werner : le débat politique franco-allemand », dans *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978). Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, t. I, p. 308-314
- LARRES, Klaus & MEEHAN, Elizabeth (dir.), *Uneasy Allies: British-German Relations and European Integration since 1945*, Oxford, OUP, 2000.
- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une "relation spéciale" », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- LUDLOW, Piers, « The End of Symbiosis: the Nixon Era and the End of Comfortable Coexistence Between European and Atlantic Integration », dans SCOTT-SMITH, Gils, AUBOURG, Valerie & BOSSUAT, Gérard (dir.), *Atlantic, Euratlantic, or Europe-America? The Atlantic Community and the European Idea From Kennedy to Nixon*, Paris, Soleb, 2011, p. 38-60.
- , « The Real Years of Europe? U.S.-West European Relations During the Ford Administration », *Journal of Cold War Studies*, vol. 15, n° 3, 2013, p. 136-161.

- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une “relation spéciale” », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- MÉLANDRI, Pierre, *Une incertaine alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1983)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.
- , « Une relation très spéciale : la France, les États-Unis et l'année de l'Europe, 1973-1974 », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.
- et RICARD, Serge (dir.), *Les Relations franco-américaines au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- MIARD-DELACROIX, Hélène, *Partenaires de choix ? Le chancelier Helmut Schmidt et la France (1974-1982)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 1993.
- MORGAN, Roger & BRAY, Caroline, *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot, Gower Publishing Company, 1986.
- NARINSKII, Mikhaïl & VAÏSSE, Maurice, *Les Crises dans les relations franco-soviétiques (1954-1991)*, Paris, Pedone, 2009.
- NOAKES, Jeremy, WENDE, Peter & WRIGHT, Jonathan (dir.), *Britain and Germany in Europe (1949-1990)*, London, German Historical Institute London/OUP, 2002.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- REY, Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991.
- ROBB, Thomas, « The “Limit of What is Tolerable”: British Defence Cuts and the “Special Relationship” (1974-1976) », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 22, n° 2, 2011, p. 321-337.
- ROMANO, Angela, *From Détente in Europe to European Détente: How the West Shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- RÜCKER-GUITELMACHER, Katrin, *Le Triangle Paris-Bonn-Londres et le processus d'adhésion britannique au Marché commun (1969-1973). Quel rôle pour le trilatéral au sein du multilatéral ?*, thèse sous la dir. de Maurice Vaïsse et Wolfgang Krieger, IEP de Paris/ université de Marbourg, 2009.
- SCHNAPPER, Pauline, « Mythes et réalité de la relation spéciale », dans ALEXANDRE-COLLIER, Agnès (dir.), *La « Relation spéciale » Royaume-Uni/ États-Unis (1945-1990)*, Paris, Éditions du Temps, 2002, p. 37-46.
- SOKOLOFF, Georges et WILD, Gérard, « Les relations économiques de la France avec l'Est », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1985.
- SOUTOU, Georges-Henri, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands*, Paris, Fayard, 1996.

- , SZABO, Stephen & WELLS, Samuel (dir.), *The Strategic Triangle*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 2007.
- TOINET, Marie-France, « Valéry Giscard d'Estaing et les États-Unis », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Les éditions du Seuil, 1998.
- WEINACHTER, Michèle, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne. Le double rêve inachevé*, Paris, L'Harmattan, 2004.

SOURCES

ARCHIVES FRANÇAISES

QUAI D'ORSAY

Série Europe, sous-série Grande-Bretagne (1971-juin 1981)

- Carton 321** : défense nationale, contacts militaires de la France avec la Grande-Bretagne.
- Carton 333** : relations économiques franco-britanniques.
- Carton 362** : Europe-Grande-Bretagne : Bertrand Lacampagne, *Le Parti travailliste et le référendum sur l'Europe*, mémoire de DESS en sciences politiques, université de Paris I par, décembre 1975.
- Carton 383** : rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Harold Wilson, 18-19 juillet 1974.
- Carton 384** : relations politiques France-Grande-Bretagne.
- Carton 3889** : désarmement ; nouvelle approche française du désarmement ; organisations et questions internationales.
- Carton 4084** : communautés européennes ; affaire Tindemans.
- Cartons 4117, 4118** : presse et information en Grande-Bretagne.
- Carton 4147** : organisation de la coopération politique européenne : enquête sur l'avenir de la construction européenne.
- Carton 4157** : politique extérieure des Communautés européennes : organisation de la coopération politique européenne.
- Cartons 4159, 4160** : présidence française des Communautés européennes (premier semestre 1979).
- Carton 4210** : CSCE (1977-1979).
- Carton 4417** : Grande-Bretagne : État et politique intérieure.
- Carton 4419** : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations avec la France.
- Carton 4420** : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations extérieures, OTAN, services de renseignements français et étrangers.
- Cartons 4431, 4432** : Grande-Bretagne, affaires économiques, situation économique.
- Carton 4433** : affaires économiques, coopération industrielle et énergétique.
- Cartons 4435, 4436** : affaires économiques, relations avec la CEE.
- Carton 4439** : politique étrangère.
- Cartons 4447-4449** : relations politiques France-Grande-Bretagne.
- Carton 4450** : relations politiques France-Grande-Bretagne, colloque de Bordeaux.

Série Europe, sous-série RFA

Carton 2988 : relations RFA – Grande-Bretagne (1976-1980).

PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les fonds d'archives de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing sont conservés au CARAN sous la cote 5 AG 3.

Dossiers des conseillers diplomatiques

Carton 923 : Union européenne (1974-1979).

Carton 995 : Grande-Bretagne (1974-1976).

Carton 996 : entretiens franco-britanniques (1977-1980).

Carton 997 : relations franco-britanniques (1974-1981).

356

Carton 1894 : François Polge de Combret : matières premières et relations internationales (1973-1976).

Cartons 1941-1946 : François Polge de Combret : énergie et relations internationales.

Carton 2565 : Emmanuel Rodocanachi : CEE (1978-1981).

Carton 2566 : élargissement de la CEE.

Cartons 2567-2569 : Emmanuel Rodocanachi : politique agricole commune (1978-1981).

Carton 2570 : CEE, montants compensatoires monétaires (1978-1981).

Dossiers de Jacques Wahl

Carton 815 : correspondance de l'ambassadeur Geoffroy de Courcel (1979).

Dossiers des conseillers presse et communication

Carton 3127

ARCHIVES BRITANNIQUES

THE NATIONAL ARCHIVES, KEW, LONDRES

FCO : Foreign and Commonwealth Office.

CAB : Cabinet.

PREM : *Prime Minister's Papers*.

FCO, Western European Department (WED)

FCO 05

Carton 201 : conversations franco-britanniques sur l'Afrique du Sud (1979).

FCO 28

Carton 4018 : conversations franco-britanniques sur l'URSS et l'Europe de l'Est (1980).

Carton 4058 : visite de Valéry Giscard d'Estaing à Varsovie (mai 1980).

FCO 30

Carton 2087 : relations franco-britanniques (1974).

Cartons 3482, 3841, 3842 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1976-1977-1978).

Cartons 4117, 4118, 4320 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1978-1979-1981).

Carton 4151 : visite de Valéry Giscard d'Estaing en Grande-Bretagne (19-20 novembre 1979).

Carton 3510 : visites ministérielles françaises en Grande-Bretagne (1977).

FCO 33

Cartons 2410, 2411 : relations politiques franco-britanniques (1974).

Cartons 2662-2666 : relations politiques franco-britanniques (1975).

Cartons 2872-2877 : relations politiques franco-britanniques (1976).

Cartons 2879-2887 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (1976).

Cartons 2893-2896 : visite du Premier ministre britannique en France (11-12 novembre 1976).

Cartons 3141, 3142 : Relations politiques franco-britanniques (1977).

Carton 3159 : France-Grande-Bretagne, coopération défense (1977).

Carton 3162 : collaboration nucléaire (1977).

Cartons 3453-3455 : relations politiques franco-britanniques (1978).

Carton 3465 : conversations ministérielles et sommets (1978).

Carton 3468 : coopération industrielle (1978).

Carton 3940 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France, aspects financiers (1974).

Cartons 3938, 3939, 3957, 3958 : relations politiques franco-britanniques (1979).

Carton 3957 : visite du Premier ministre Margaret Thatcher à Paris, 5 juin 1979.

Carton 3959 : visite du ministre français des Affaires étrangères (1979).

Cartons 3963, 3964 : conversations bilatérales sur le nucléaire (1979).

Carton 5229 : réunions tripartites France – RFA – Grande-Bretagne (1981).

FCO 41

Carton 1406 : conversations politico-militaires (1974).

FCO 46

Carton 2118 : coopération sur le nucléaire (1979).

Cartons 2187, 2608 : OTAN – France – Grande-Bretagne : coopération politico-militaire (1980-1981).

Carton 2397 : réunions quadripartites (1980).

FCO 49

Cartons 627, 833, 875 : Conversations entre les Planning Staff (1976-1979).

FCO 59

Carton 1183 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France (1974).

FCO 96

Carton 964 : Coopération nucléaire franco-britannique (1979).

358

FCO 98

Cartons 620-622 : attitude de la France envers la coopération politique et conversations avec les directeurs politiques français (1978-1979).

Cartons 337, 338 : France – Grande-Bretagne – CEE (1978).

FCO 105

Carton 463 : Afrique du Sud (1980).

Carton 507 : conversations tripartites France – Grande-Bretagne – RFA sur l'Afrique du Sud (1980).

CAB

CAB 164 / 1599 : tunnel sous la Manche.

DEFE 72 / 152 : coopération militaire : avion tactique de combat.

PREM 16

Carton 883 : préparation de la Visite d'État (janvier 1975-juin 1976).

Carton 1271 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (juin 1976).

Carton 1272 : commerce mondial (1977).

Carton 1274 : relations avec le Parti socialiste français ; entretien Callaghan-Mitterrand (1977).

Carton 1275 : visite de Raymond Barre (1977).

Carton 1650 : sommet franco-britannique de Chequers (12-13 décembre 1977).

INDEX DES NOMS

A

ATTALI, Jacques 154, 155.

B

BARRE, Raymond 23, 160.

BEAUMARCHAIS, Jacques de *voir* DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques.

BENN, Anthony Neil Wedgwood, *dit* Tony 86, 87, 99, 214.

BILLECOCQ, Pierre 119.

BOURGES, Yvon 229.

BRAITHWAITE, Rodric Quentin 36, 73.

BRANDT, Karl Herbert Frahm, *dit* Willy 161, 228.

BRJNEV, Leonid Ilitch 279, 280, 282, 291.

BRZEZINSKI, Zbigniew Kazimierz, *dit* Zbig 35, 131.

C

CALLAGHAN, Leonard James 56, 83, 123, 228, 237, 293 ;

– secrétaire d'État 40, 56, 84, 86, 104, 122, 238, 239, 242, 280, 281, 294 ;

– Premier ministre 32, 37, 41, 42, 47, 56, 58, 61, 64, 65, 87-91, 103, 107, 110-112, 114, 116, 121, 126, 132, 133, 136, 140-143, 145, 147, 154, 155, 157-160, 162, 163, 171, 173, 174, 184, 185, 201, 209, 238, 241, 244, 258, 259, 297, 300, 309.

CARRINGTON, Peter Alexander Rupert, baron 110, 127, 128, 215, 250, 271, 282, 301.

CARTER, James Earl, *dit* Jimmy 35, 133, 135, 141, 143, 145, 147, 171, 174, 185, 222, 223, 227, 229, 230, 268, 276, 284, 285, 289, 290.

CHEYSSON, Claude 295, 296.

CHIRAC, Jacques 22, 92, 95-98, 107, 116, 146, 224.

CHURCHILL, Winston Leonard Spencer 12, 38, 108, 313.

CLAPPIER, Bernard 160.

COLES, John 27.

COT, Jean-Pierre 154.

COURCEL, Geoffrey Chodron, de 114, 115, 120.

COUVE DE MURVILLE, Maurice 25, 52.

COUZENS, Kenneth, *dit* Ken 160.

CROSLAND, Anthony 41, 51, 79, 88, 89, 94, 95, 106, 110, 112, 113, 120, 163, 193, 257.

D

DAVIGNON, Étienne 205, 207.

DEBRE, Michel 52, 95-97.

DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques 37, 45, 46, 88, 115, 238, 273.

DELL, Edmund Emanuel 89, 206.

DENIAU, Jean-François 229.

E

EDELMAN, Maurice 118, 119.

ELISABETH II, reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande, cheffe du Commonwealth 65-68, 108, 109, 118, 119, 124, 192, 310, 311.

F

FONTAINE, André 53, 56, 64.

FORD, Leslie Lynch King Jr, *dit* Gerald Rudolph 132, 169, 170, 176, 178, 222.

FRANÇOIS-PONCET, Jean 20, 21, 25, 34, 41, 42, 44, 79, 94, 97, 98, 110, 143, 257, 311.

FROMENT-MEURICE, Henri 25, 33, 160, 168, 177, 254, 278, 290, 292, 299, 300.

G

GAULLE, Charles de 51, 52, 65, 74, 77, 97, 98, 105, 108, 115, 142, 149, 153, 167, 178, 180, 192, 228, 278, 279.

GENSCHER, Hans Dietrich 152, 154.

GERGORIN, Jean-Louis 34-36.

GIRAUD, André 206, 208, 217, 218, 224, 227.

GROMYKO, Andreï Andreïevitch 279, 281, 282, 292.

GUIRINGAUD, Louis de 25, 110, 136, 288, 294, 297, 312.

H

HABERER, Jean-Yves 160.

HARGROVE, Charles 20, 22, 37, 39, 50, 61, 154.

HEATH, Edward 26, 37, 50, 81, 116, 157, 176, 224, 232, 299.

HENDERSON, Nicholas 26, 29, 37, 39, 40-45, 47, 51, 56, 58, 64-67, 73, 77-79, 88, 94, 99, 112, 113, 115, 150, 152-154, 158, 161, 164, 166, 169, 172, 177, 180, 181, 184, 193, 194, 206, 208, 209, 238, 239, 249, 254, 255, 297, 305, 311, 335.

HIBBERT, Reginald 37, 39, 45, 47, 48.

HOWELL, David Arthur Russell, baron Howell of Guildford, *dit* 215, 217, 218, 219, 221, 227.

J

JAY, Peter 172, 184.

JENKINS, Roy Harris, baron Jenkins of Hillhead, *dit* 46, 50, 64, 68, 86, 88, 89, 139-141, 147, 156, 157, 203, 205, 239, 241-245, 252, 257, 304, 305, 310, 312, 335.

JOBERT, Michel 25, 34, 170, 175, 176.

JOSEPH, Sinjohn Keith, baron 208.

K

KENNEDY, John Fitzgerald 168, 169, 177.

KISSINGER, Henry Alfred 35, 167, 170, 176, 178, 300.

KOSSYGUINE, Alekseï Nikolaïevitch 280, 282.

L

LABOULAYE, Lefebvre de Laboulaye, François, *dit* 112, 172.

LEUSSE, Bruno, baron Bruno de Leusse de Syon, *dit* de 25, 47, 286.

LEVITTE, Jean-David 23.

LIKI, Takeo 132.

M

MACMILLAN, Harold, comte de Stockton 30, 177, 192.

MCNALLY, Tom, baron 32.

MAUROY, Pierre 152-154.

MÉRY, Guy (général) 233.

PALLISER, Arthur Michael 33, 45, 107, 113, 115, 126, 163, 165, 249, 259, 273.

MITTERRAND, François 99, 153-155, 196.

MONNET, Jean 97, 236, 242.

MONORY, René 202.

MONTBRIAL, Thierry de 34, 35, 232, 233.

MORO, Aldo 132, 133.

MULLEY, Frederik William, baron, *dit* Fred 229.

N

NAZELLE, Xavier de 229.

NIXON, Richard Milhous 169, 178.

O

ORTOLI, François-Xavier 92, 139, 140, 204, 205, 253.

OWEN, David Anthony Llewellyn, baron 47, 58, 76, 77, 90, 110, 136, 154, 164, 171, 206, 229, 230, 259, 281, 297.

P

PIERRE-BROSSOLETTE, Claude 20, 21, 42, 44, 45, 52, 67, 111, 113-115, 151, 313.

POMPIDOU, Georges 22, 52, 92, 98, 118,
161, 167, 170, 178, 180, 228, 236, 253,
278, 280, 310, 311.

PONTILLON, Robert 154.

PRENTICE, Reginald Ernest Prentice,
baron, *dit* Reg 87.

PYM, Francis Leslie, Baron 250.

R

REAGAN, Ronald 185.

ROBIN, Gabriel 42, 85, 97, 98, 124, 151,
184, 268, 283, 290, 313.

ROCARD, Michel 154.

S

SAUVAGNARGUES, Jean 34, 35, 37, 46, 47,
76, 79, 90, 98, 104, 114, 120, 166, 170,
176, 177, 184, 185.

SCHMIDT, Helmut (Chancelier) 13, 50,
60-65, 68, 104, 109, 123, 128, 131,
132, 134, 135, 138, 139, 141, 143, 145,
147, 152, 153, 156, 157, 160-165, 170,
174, 239, 246, 258, 271, 294, 311, 332.

SERISE, Jean 21, 93.

SHORE, Peter David, baron Shore of
Stepney, *dit* 89.

SOAMES, Arthur Christopher John, baron
28, 38, 39, 51, 174, 229, 249.

SOUTOU, Jean-Marie 24, 25, 30, 48, 150,
165, 172, 235, 267, 332.

T

THATCHER, Margaret 31-33, 39, 50,
58-61, 65, 91, 103, 110, 135, 137, 165,
166, 182, 184, 185, 191, 196, 203, 214,
216, 219, 221, 227, 231, 247, 248,
250-252, 260, 282, 291-293, 301, 309,
310, 323, 326.

TINDEMANS, Leonard Clemence, *dit* Leo
94, 158, 246, 266.

TOMKINS, Edward Emile 37-40, 45, 53,
69, 105, 111, 161.

V

VANCE, Cyrus Roberts 172.

VARLEY, Eric Graham, baron 87, 152,
202, 206, 208.

VEDRINE, Hubert 25.

VEIL, Simone 97, 256.

W

WAHL, Jacques 47.

WALLACE, Helen Sarah, Lady Wallace of
Saltaire, *dit* 37.

WILLIAMS, Shirley Vivian Teresa Brittain,
baroness Williams of Crosby, *dit* 86.

WILSON, Harold 28, 40, 52, 53, 55, 56,
65, 84-87, 104, 111, 114, 118, 122,
132, 138, 141, 151, 162, 176, 181, 237,
239, 242, 254, 280, 294, 309.

WRIGHT, Patrick Richard Henry, baron
Wright of Richmond, *dit* 41, 164.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Image en introduction (p. 10). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Fig. 1. © PA Archive/PA Images

Fig. 2. © Keystone/Getty Images

Fig. 3. © Rolls Press/Popperfoto / Getty Images

Fig. 4. © Gary Weaser/Getty Images

Fig. 5. © Heinrich Sanden/AFP Sources Extra

Fig. 6. © The Asahi Shimbun/Getty Images

Fig. 7. © Bettmann/Getty Images

Fig. 8. © Rolls Press/Popperfoto/Getty Images

Image de couverture (haut). © Central Press/Hulton Archive/Getty Images

Image de couverture (bas). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Clarification des droits avec la collaboration de l'agence La Collection.

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et sigles.....	8
Introduction.....	11

PREMIÈRE PARTIE

LES ACTEURS

DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE I	
Centralisations et hiérarchies.....	19
CHAPITRE II	
L'Europe au cœur de la relation franco-britannique : « l'équation personnelle »	49
CHAPITRE III	
Acteurs, mentalités & opinions publiques	69
CHAPITRE IV	
Acteurs & partis politiques.....	83

DEUXIÈME PARTIE

LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE : FONCTIONNEMENT & MÉTHODES

CHAPITRE V	
Les structures de concertation	103
CHAPITRE VI	
Le triangle Paris-Londres-Bonn.....	149
CHAPITRE VII	
Les États-Unis dans la relation franco-britannique.....	167

TROISIÈME PARTIE

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE VIII	
Des défis de même nature	189
CHAPITRE IX	
Quelle Europe pour la France et pour le Royaume-Uni ?	235
CHAPITRE X	
La France, le Royaume-Uni & le monde	275
Conclusion.....	303

ANNEXE 1	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing le jeudi 20 septembre 2012	309
ANNEXE 2	
Discours de Valéry Giscard d'Estaing au Parlement le 23 juin 1976	315
ANNEXE 3	
Déclaration commune du 24 juin 1976.....	319
ANNEXE 4	
Tableau synoptique des réunions : France, Grande-Bretagne, Allemagne, CE, G7	323
ANNEXE 5	
Tableau synoptique des enjeux	325
ANNEXE 6	
Les enjeux de la relation franco-britannique dans les sommets	327
ANNEXE 7	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing, le mercredi 22 novembre 2017	331
Bibliographie.....	337
Sources.....	355
Index des noms.....	359
Crédits photographiques.....	362
Table des matières.....	363